

# Instructions générales

sur la manière de remplir la déclaration d'impôt  
des personnes physiques

Délai pour le renvoi  
de la déclaration :  
**15 mars 2018**

## 2017

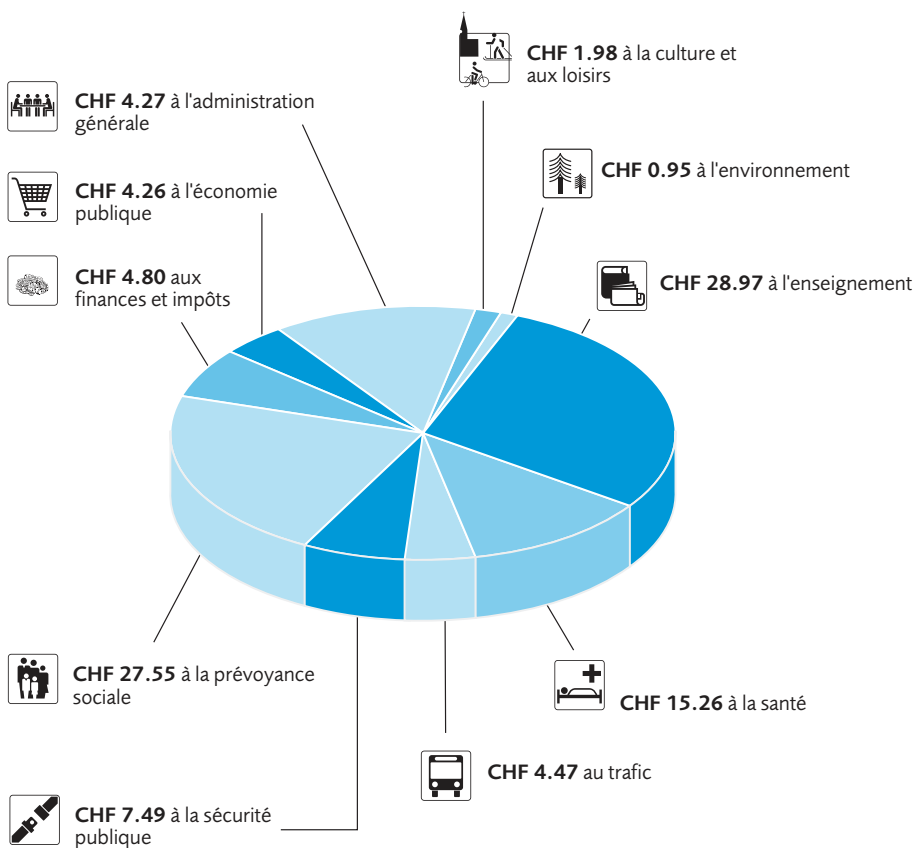
Impôt cantonal et communal  
Impôt fédéral direct

## Simplifiez-vous les impôts !

- En utilisant le logiciel gratuit Vaud Tax pour établir votre déclaration d'impôt
- En renvoyant votre déclaration d'impôt et les pièces justificatives obligatoires par Internet
- En renvoyant par voie électronique les pièces justificatives demandées par l'autorité fiscale (demande de pièces) (e-PJ)
- En intégrant l'impôt fédéral direct (IFD) à vos acomptes
- En renvoyant votre modification d'acomptes par voie électronique (e-ACO)
- En payant par e-facture

# Utilisation de vos impôts

Chaque fois qu'il dépense 100 francs,  
l'Etat consacre...



(...) = répartition selon comptes 2016

**Enseignement, social et santé consomment 71.78% des moyens**

# NOUVEAUTÉS

L'Administration cantonale cherche constamment à vous faciliter l'établissement de la déclaration d'impôt en développant de nouvelles prestations.

## Dépôt des pièces justificatives en ligne

Le contribuable peut déposer sa déclaration d'impôt en ligne. Il en va désormais de même pour les pièces justificatives avec l'application VaudTax. Rappel : seules les pièces justificatives obligatoires doivent être envoyées, à savoir :

- **Bilans et comptes de pertes et profits si vous exercez une activité lucrative indépendante.**
- **Questionnaire pour indépendant.**
- **Relevés bancaires des valeurs fiscales de vos titres au 31 décembre (ou à la date de la fin d'assujettissement).**
- **Justificatifs originaux des gains réalisés dans les loteries, à Swiss Loto, Euro Millions, etc.**

## e-PJ : demande de pièces justificatives par l'autorité fiscale

Les pièces justificatives ne doivent pas être systématiquement jointes à la déclaration d'impôt, à l'exception des documents mentionnés ci-dessus. Toutefois, l'autorité fiscale se réserve le droit de réclamer ultérieurement les pièces dont elle aurait besoin pour ses vérifications. Dans un tel cas, le contribuable peut renvoyer en ligne les pièces justificatives **demandées par l'autorité fiscale** avec l'application e-PJ (demande de pièces) selon les instructions fournies par l'autorité fiscale. Vous trouverez l'application e-PJ sur [www.vd.ch/impots](http://www.vd.ch/impots).

## e-ACO : demande de modification des acomptes en ligne

Vous pouvez demander la modification de vos acomptes directement en ligne. Vous trouverez le formulaire électronique e-ACO directement sur [www.vd.ch/impots](http://www.vd.ch/impots) ou en passant par VaudTax 2017 ou votre logiciel de dépôt de déclaration d'impôt.

Vous avez également la possibilité d'intégrer l'impôt fédéral direct à vos acomptes mensuels (paiement de l'IFD en 12 fois) par ce même moyen ou en envoyant un SMS au N° 338 en écrivant votre numéro de contribuable – précédé du mot IFD.

Exemple : IFD 00000000

## Avis récapitulatif

Un avis récapitulatif des éléments de revenu et de fortune qui ont été déclarés vous est transmis en ligne lors du dépôt de votre déclaration d'impôt électronique. Vous avez la possibilité d'en recevoir une copie par courrier ordinaire en cochant la case prévue à cet effet. **Les mandataires sont priés de cocher systématiquement la case concernant l'avis récapitulatif.**

## Bulletins de versement

Pour que vos acomptes soient pris en compte pour la bonne période fiscale, vous devez utiliser uniquement les bulletins de versement qui vous sont envoyés par l'autorité fiscale. Dans le cas où vous avez programmé un ordre permanent concernant ces acomptes, **nous vous prions de modifier chaque année la référence figurant sur un des bulletins de versement joints.**

**N° de référence BVR à reporter sur votre ordre de paiement chaque année**

EXEMPLE

## e-facture

La prestation e-facture vous permet de recevoir vos acomptes, décisions de taxation et décomptes de l'Administration cantonale des impôts directement sur votre e-banking / e-finance en lieu et place du papier. Vous avez ainsi la possibilité de valider directement les paiements sans avoir à saisir les références des bulletins de versement. Vous trouvez les informations nécessaires sur [www.vd.ch/impots](http://www.vd.ch/impots).

## Emolument sommation

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, le contribuable qui n'a pas remis sa déclaration dans le délai légal au 15 mars, ou dans le délai accordé suite à une demande, est sommé de le faire dans un délai de 30 jours. Cette sommation fait l'objet d'un émolument de Fr. 50.– (article 7 du règlement fixant les émoluments en matière administrative), qui est facturé lors du décompte final.

## Coordonnées bancaires en cas de remboursement

Il vous appartient de nous communiquer, dans le cadre de l'établissement de votre déclaration d'impôt et dans la perspective du remboursement d'un éventuel solde d'impôt en votre faveur, le numéro d'identification bancaire (IBAN) du compte sur lequel vous désirez être remboursé, ainsi que le(s) nom(s) et prénom(s) du(des) titulaire(s) de ce compte. Vous le trouverez sur vos relevés bancaires / postaux, en règle générale en haut de ces documents, accolé à votre numéro de compte.

Si vous n'avez pas transmis vos coordonnées financières et qu'un solde d'impôt vous est dû, l'autorité fiscale vous enverra un formulaire afin de les obtenir. Si vous n'y répondez pas, l'autorité fiscale vous remboursera, après un rappel, en utilisant l'un des numéros de compte figurant dans votre état des titres.

# Informations générales sur la taxation

## L'imposition annuelle dans le canton de Vaud :

- La déclaration d'impôt concerne le revenu obtenu l'année précédente et la fortune au 31 décembre de l'année précédente (la déclaration d'impôt 2017 est reçue en 2018).
- Les impôts sur le revenu pour la période fiscale 2017 sont déterminés en fonction des revenus effectivement réalisés durant l'année civile 2017.
- L'impôt sur la fortune est déterminé en fonction du patrimoine existant au 31 décembre 2017.

L'impôt sur le revenu a pour objet tous les revenus uniques ou périodiques que le contribuable a acquis en Suisse et / ou à l'étranger provenant d'une activité lucrative, d'assurances sociales ou autres, du patrimoine mobilier ou immobilier ou d'autres sources. Est réservée l'application des Conventions en vue d'éviter la double imposition internationale.

Les taxations selon ce système sont effectuées une fois l'année civile écoulée, soit dès l'instant où les éléments du revenu et de la fortune sont connus. Ainsi, pour la période fiscale 2017, les impôts ont été prélevés mensuellement **de manière provisoire** (acomptes 2017) ; la taxation et la perception définitives interviendront en 2018, voire début 2019.

## Pourquoi êtes-vous astreint au paiement de l'impôt ?

Vous êtes assujetti à l'impôt dans le canton de Vaud en raison de votre domicile dans une commune du canton ou parce que d'autres éléments prévus par la loi vous y rattachent (séjour, propriété ou usufruit d'immeubles, activité indépendante, etc.).

Si vous estimez ne pas être soumis à l'impôt dans notre canton, vous devez quand même nous renvoyer votre déclaration en expliquant les raisons.

## Nouveau contribuable (dès le 1<sup>er</sup> janvier 2017)

Le contribuable qui, durant l'année 2017, a commencé une activité lucrative, est devenu majeur, est arrivé d'un autre canton ou de l'étranger ou est assujetti pour la première fois dans notre canton doit remplir une déclaration d'impôt 2017. Les contribuables qui ont atteint leur majorité doivent dans tous les cas remplir une déclaration d'impôt, indépendamment du fait qu'ils sont toujours à charge de leurs parents ou non.

**Une déclaration d'impôt retournée non remplie (avec ou sans justificatifs annexés) ou biffée n'est pas considérée comme valablement déposée ; le contribuable sera alors invité à déposer une déclaration conforme.**

## Nouveau contribuable (dès le 1<sup>er</sup> janvier 2018)

Les personnes qui sont nouvellement assujetties dans notre canton dès le 1<sup>er</sup> janvier 2018 recevront un questionnaire de l'Administration cantonale des impôts afin que des acomptes provisoires puissent être déterminés. La déclaration d'impôt 2018 leur sera adressée au début de l'année 2019.

### Assujettissement limité

Les contribuables qui ont leur domicile dans un autre canton et qui sont imposables dans le canton de Vaud en raison d'un rattachement économique (propriétaire d'immeubles, d'une entreprise, exploitant d'un établissement stable) doivent adresser à l'Administration fiscale vaudoise une copie de la décision de répartition intercantonale établie par l'autorité fiscale de leur domicile, ou une copie de la déclaration déposée dans leur canton de domicile pour l'année 2017. Les éléments liés au rattachement économique dans le canton de Vaud sont imposés au taux de l'ensemble des revenus et de la fortune mondiaux. Si nécessaire, l'administration fiscale enverra une déclaration vaudoise à remplir.

Les contribuables domiciliés hors de Suisse, mais qui sont assujettis de manière limitée dans le canton de Vaud sont en principe soumis aux règles ordinaires.

### Situation personnelle, professionnelle et familiale

#### Epoux vivant en ménage commun

Le revenu et la fortune des époux vivant en ménage commun s'additionnent quel que soit le régime matrimonial (participation aux acquêts, séparation de biens, communauté de biens).

#### Partenariat enregistré

Les personnes liées par un partenariat enregistré sont soumises aux mêmes règles de droit fiscal que les époux.

Ainsi, toutes les explications contenues dans les présentes instructions, concernant les contribuables mariés, sont applicables par analogie aux partenaires enregistrés.

#### Famille monoparentale

Les personnes seules avec un ou plusieurs enfants à charge – mère ou père célibataire, contribuable veuf, divorcé ou séparé vivant avec un enfant dans son ménage – sont considérées comme des familles monoparentales. Un tel statut, qui donne droit à une part de quotient familial de 1,3, est donc refusé aux concubins.

#### Enfant mineur

Le revenu et la fortune des enfants mineurs sont ajoutés aux éléments imposables du détenteur de l'autorité parentale.

**Le revenu provenant de l'activité lucrative des enfants mineurs** est imposé séparément, que les enfants vivent ou non en ménage commun avec leurs parents, qu'ils travaillent chez des tiers ou dans l'exploitation de leurs parents. Le revenu imposé séparément comprend également les gains acquis en compensation par l'enfant, tels que les indemnités journalières découlant d'assurances chômage, maladie, accidents et invalidité, les rentes de la SUVA et les indemnités pour dommages permanents (y compris les indemnités d'invalidité versées pour des enfants n'ayant pas encore exercé d'activité lucrative). La déclaration doit être établie par le détenteur de l'autorité parentale. L'impôt est dû au lieu de résidence de l'enfant au 31 décembre 2017.

## **Enfant mineur (né entre 2000 et 2017) et enfant majeur en apprentissage ou aux études à la charge du contribuable – *Annexe 03***

Les enfants mineurs, placés sous autorité parentale du contribuable, ainsi que les enfants majeurs en apprentissage ou aux études doivent figurer dans l'*Annexe 03* (recto) lorsqu'ils sont à la charge du contribuable (incidence sur le revenu, voir instructions pages 57 à 61).

L'*Annexe 03* contient notamment la question suivante pour le contribuable célibataire, veuf, séparé ou divorcé : « Tenez-vous un ménage indépendant seul avec cet / ces enfant(s) ? »

**Seuls les contribuables ne vivant pas en concubinage** peuvent répondre oui à cette question. Les concubins doivent répondre non.

## **Autre personne incapable de subvenir seule à ses besoins, à la charge du contribuable – *Annexe 03***

Pour bénéficier de la déduction de Fr. 3 200.– par an, le contribuable doit justifier avoir assumé, durant l'année, des charges pour une part substantielle atteignant au moins le montant de la déduction. Est considéré comme « autre personne incapable de subvenir seule à ses besoins » le bénéficiaire de l'aide du contribuable, dont sont exclus les conjoints, les enfants et les concubins, qui répond aux critères suivants :

- il doit être incapable d'exercer une activité lucrative ;
- il doit disposer d'un revenu et d'une fortune ne lui garantissant pas le minimum vital ;
- il doit être incapable, s'il vit dans le propre ménage du contribuable, d'y rendre régulièrement des services ;
- il doit être toujours à la charge du contribuable au 31 décembre 2017 ;
- il doit figurer sur l'*Annexe 03* (recto) de la déclaration d'impôt du contribuable.

Au surplus, le contribuable ne doit pas déjà bénéficier, pour la personne à charge revendiquée, d'une part de quotient familial ou de la déduction d'une pension alimentaire.

Pour l'application du barème exact de l'impôt fédéral direct, il est indispensable que le contribuable célibataire, veuf, séparé ou divorcé indique s'il fait ménage commun avec des enfants mineurs, des enfants majeurs en apprentissage ou aux études ainsi que des personnes incapables de subvenir seules à leurs besoins (veuillez ajouter une croix en regard de chaque enfant et personne à charge concernés).

## **Famille**

### **Prestations complémentaires pour familles et prestations de la rente-pont**

**Les prestations complémentaires pour familles ainsi que les prestations de la rente-pont** perçues en vertu de la loi du 23 novembre 2010 sur les prestations cantonales pour familles et les prestations cantonales de la rente-pont (LPCFam) doivent être déclarées sous le code 195 « Autres revenus de toute nature ».

### Frais de garde au niveau cantonal

La déduction maximale pour frais de garde des enfants âgés de moins de 14 ans (code 670) s'élève à Fr. 7 100.– par enfant et par an (concernant les conditions de son octroi, se référer à la page 50).

### Déduction pour famille

Une déduction supplémentaire pour famille (code 725 – voir page 55) est accordée aux époux vivant en ménage commun, ainsi qu'au contribuable célibataire, veuf, séparé ou divorcé tenant un ménage indépendant seul avec un enfant à charge pour lequel il bénéficie d'une part de 0,5 sous code 810. Un montant supplémentaire est également accordé pour chaque enfant à charge pour lequel les époux ou le parent bénéficient d'une part de 0,5 sous code 810 (voir page 57).

### Impôt fédéral direct

Au niveau de l'impôt fédéral direct, les allègements fiscaux en faveur des familles avec enfants sont les suivantes :

- **une déduction pour frais de garde** : elle s'élève à Fr. 10 100.– au maximum par enfant âgé de moins de 14 ans (concernant les conditions de son octroi, voir page 68) ;
- un **partage par moitié de la déduction sociale pour enfant** : lorsque des parents imposés séparément exercent l'autorité parentale commune sur l'enfant et qu'ils ne demandent pas la déduction de contribution d'entretien en relation avec cet enfant, un partage par moitié de la déduction sociale pour enfant est possible ;
- un **barème parental** : il se compose du barème ordinaire pour les personnes mariées et de la déduction d'au maximum Fr. 251.– du montant de l'impôt pour chaque enfant ou chaque personne nécessiteuse (concernant les conditions de son octroi, voir page 68).

### Participations qualifiées

Les bénéfices distribués sur des participations équivalant à 10 % au moins du capital-actions ou du capital social d'une société de capitaux ou d'une société coopérative ne sont que partiellement imposés (voir page 36 et suivantes).

### Passage de l'imposition à la source à la taxation ordinaire

Lorsqu'une personne assujettie à l'impôt à la source obtient un permis d'établissement (permis C) ou se marie avec un conjoint suisse ou titulaire d'un permis C, elle est imposée selon les règles ordinaires (déclaration d'impôt) dès le 1<sup>er</sup> jour du mois qui suit l'un des événements précités. Sur le plan pratique, le passage de l'imposition à la source à la taxation ordinaire a les mêmes effets que l'arrivée d'une personne en Suisse en provenance de l'étranger s'agissant notamment des éléments liés à son activité salariée. Les revenus reportés dans la déclaration d'impôt sont, pour le calcul du taux d'imposition, convertis sur douze mois par l'autorité fiscale. Cette conversion se fait en fonction de la durée d'assujettissement à l'impôt ordinaire. Les autres revenus non soumis à l'impôt à la source, ainsi que la fortune au 31 décembre sont imposés pour toute l'année, au taux plein, soit du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre.



## Informations générales en cas de changement de situation du contribuable

Vos données personnelles (prénoms, noms, date de naissance, état civil et enfants mineurs à votre domicile) **au 31 décembre** de la période fiscale sont préimprimées. Ces renseignements, qui sont déterminants pour votre imposition, nous sont communiqués directement par le bureau du contrôle des habitants de votre domicile. Vous devez procéder comme suit en cas de :

- **Changement d'adresse**

Un changement d'adresse doit être annoncé exclusivement aux bureaux du contrôle des habitants des **communes de départ** (pour les départs dans un autre canton ou à l'étranger) **et d'arrivée** qui communiqueront d'office les changements intervenus à l'autorité de taxation.

- **Modifications des données personnelles**

De telles modifications doivent être annoncées au bureau du contrôle des habitants de votre **commune de domicile** qui communiquera d'office les modifications intervenues à l'autorité de taxation.

### Changement d'état civil

L'état civil au 31 décembre de la période fiscale est déterminant.

**En cas de mariage durant l'année 2017**, les époux sont imposés en commun comme personnes mariées pour toute la période fiscale, quel que soit le régime matrimonial. Les époux doivent ainsi remplir une déclaration d'impôt 2017 commune pour toute la période fiscale 2017.

**En cas de séparation ou de divorce**, chacun des deux conjoints est imposé individuellement pour la période fiscale entière. De ce fait, chacun devra remplir une déclaration d'impôt 2017 séparée pour toute la période fiscale 2017.

**En cas de décès**, les époux sont soumis à la taxation commune au taux d'imposition pour couple marié jusqu'à la date du décès de l'un des conjoints. Dès cette date, le conjoint survivant est imposé individuellement selon les règles applicables au contribuable veuf.

### Déplacement de domicile au cours de l'année 2017

#### En cas de départ en 2017 dans un autre canton

L'assujettissement dans le canton de Vaud prend fin au 31 décembre 2016. L'impôt cantonal et communal ainsi que l'impôt fédéral direct sont perçus, **pour toute l'année 2017, par le canton de domicile au 31 décembre 2017**. En cas de départ en 2017 du canton de Vaud pour un autre canton, les acomptes 2017 versés par le contribuable lui sont remboursés, sous réserve du paiement d'éventuelles factures antérieures encore dues et de la remise du formulaire de demande de remboursement des acomptes – disponible sur notre site [www.vd.ch/impots](http://www.vd.ch/impots) ou sur demande auprès du Centre d'appels téléphoniques 021 316 00 00 – attesté par l'autorité fiscale du canton d'arrivée.

### En cas de départ définitif en 2017 pour l'étranger

L'assujettissement prend fin à la **date du départ** aussi bien pour les impôts cantonaux et communaux que pour l'impôt fédéral direct. Une déclaration doit être établie pour les revenus réalisés entre le 1<sup>er</sup> janvier 2017 et la date du départ. Le contribuable mentionne sa situation personnelle et familiale ainsi que ses éléments de fortune à la date de son départ (fin d'assujettissement).

### En cas d'arrivée dans le canton de Vaud en 2017

**Les personnes arrivant en 2017 d'un autre canton** sont imposables pour toute l'année 2017 dans le canton de Vaud (lieu de domicile au 31 décembre) pour l'impôt cantonal, communal et fédéral direct. Tous les revenus réalisés durant l'année 2017 doivent par conséquent figurer dans la déclaration d'impôt 2017.

**Pour les personnes arrivant en 2017 de l'étranger**, l'assujettissement débute à la date de leur arrivée pour les impôts cantonaux et communaux, ainsi que pour l'impôt fédéral direct. Elles doivent indiquer, dans la déclaration 2017, les revenus obtenus uniquement depuis la date de leur arrivée jusqu'au 31 décembre 2017 et leur situation de fortune, personnelle et familiale, au 31 décembre 2017. Les revenus périodiques tels que revenus d'activité lucrative dépendante et indépendante, y compris les revenus de remplacement tels que les rentes de tout genre, les rendements d'immeubles provenant de location ou de propre usage (valeur locative), etc. sont, pour le calcul du taux d'imposition, convertis sur douze mois par l'administration fiscale. La conversion se fait en fonction de la durée d'assujettissement. Les revenus non périodiques (perçus une seule fois durant la période fiscale), tels que primes de fidélité, gratifications d'ancienneté, bénéfices de liquidation, dividendes annuels, coupons annuels d'obligations et intérêts annuels d'épargne ne sont par contre pas convertis. L'impôt sur la fortune est, quant à lui, réduit proportionnellement à la durée de l'assujettissement.

### Exemple d'un assujettissement inférieur à une année

*Arrivée du contribuable le 1<sup>er</sup> mars 2017 (de l'étranger) et début d'une activité lucrative dépendante au 1<sup>er</sup> juin 2017*

	Imposable	Déterminant pour le taux (calculé par l'administration)
Salaire du 1.6 au 31.12.	26 600	31 920
Rendement de titres (échéance annuelle au 28.2.)	0	0
Rendement de titres (échéance annuelle au 30.9.)	300	300
Bonus (décembre)	1 000	1 000
Revenus	27 900	33 220

## Explications

Le revenu de l'activité lucrative réalisé depuis l'arrivée (1<sup>er</sup> mars: 10 mois) est considéré comme revenu périodique et est converti sur 12 mois pour la détermination du taux (26600.– x 12:10 = 31920.–).

Le rendement de titres échu au 28.2. ayant été réalisé avant l'arrivée du contribuable en Suisse, ce rendement n'est pas imposable en Suisse. Le rendement de titres échu au 30.9. et le bonus versé en décembre sont en revanche pris en considération. Par contre, ils ne peuvent pas être imposés plus lourdement que pour un assujettissement annuel puisqu'il s'agit de revenus non périodiques. C'est pourquoi ils ne sont pas convertis sur une base annuelle pour la détermination du taux, mais pris en considération selon leur échéance effective.

L'impôt sur la fortune est calculé «*prorata temporis*» (en proportion du temps écoulé), soit durant 300 jours dans le cas particulier, selon la situation au 31 décembre 2017.

## Passage de l'imposition à la source à la taxation ordinaire

### Obtention du permis C

Les contribuables étrangers qui, en raison de l'obtention d'un permis C durant l'année, sont passés de l'imposition à la source à la taxation ordinaire doivent déclarer les revenus de leur(s) activité(s) salariée(s) effectivement réalisés dès le début du mois qui suit l'obtention de ce permis. Ces revenus sont, pour le calcul du taux d'imposition, convertis sur douze mois par l'administration fiscale.

Cette conversion se fait en fonction de la durée d'assujettissement à l'impôt ordinaire. Les autres revenus non soumis à l'impôt à la source, ainsi que la fortune au 31 décembre, sont imposés pour toute l'année, au taux plein, soit du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre.

### Salaire supérieur à Fr. 120 000.–

Les contribuables étrangers (hors permis C) domiciliés dans le canton qui, durant l'année, ont obtenu un salaire annuel brut dépassant la limite de Fr. 120 000.– doivent déposer une déclaration d'impôt pour l'année en question avec tous les revenus acquis durant cette même année, y compris le salaire déjà imposé à la source, ainsi que leur fortune au 31 décembre. L'impôt prélevé à la source est imputé sur l'impôt global issu de la taxation ordinaire. De ce fait, il ne résulte pas de double imposition du salaire déjà soumis à la source.

# Avant de remplir votre déclaration d'impôt

Rassemblez les divers documents qui vous concernent. Ceux-ci vous permettront ensuite de compléter votre déclaration d'impôt.

- ☐ Certificats de salaire officiels de toutes vos rémunérations.
- ☐ **Bilans et comptes de pertes et profits si vous exercez une activité lucrative indépendante.**
- ☐ **Questionnaire pour indépendant.**
- ☐ Attestations d'indemnités journalières (caisse de chômage, assurance invalidité, assurance maladie et assurance accidents).
- ☐ Attestations de rentes (AVS / AI, caisse de pension), décision complète de l'assurance invalidité en cas de prestation AI rétroactive.
- ☐ Attestations de rentes de 3<sup>e</sup> pilier B et des rentes autres que celles déclarées aux codes 240, 250 et 260 (rentes provenant du 1<sup>er</sup> pilier, du 2<sup>e</sup> pilier et du 3<sup>e</sup> pilier A).
- ☐ Justificatifs concernant les frais de perfectionnement, de formation et de reconversion professionnels.
- ☐ Justificatifs des frais de garde de vos enfants par des tiers.
- ☐ Justificatifs des pensions alimentaires versées ou perçues.
- ☐ Attestations concernant vos comptes d'épargne, comptes salaire, comptes de placement, comptes de dépôt, de poste et autres.
- ☐ Justificatifs des rendements de vos titres (actions, obligations, fonds de placement, etc.).
- ☐ **Relevés bancaires des valeurs fiscales de vos titres au 31 décembre (ou à la date de la fin d'assujettissement).**
- ☐ **Justificatifs originaux des gains réalisés dans les loteries, à Swiss Lotto, Euro Millions, etc.**
- ☐ Compte distinct en cas de détention de participations qualifiées commerciales.
- ☐ Justificatifs de vos frais d'administration de titres et de placements de capitaux.
- ☐ Justificatifs relatifs aux dettes et intérêts passifs échus.
- ☐ Justificatifs de vos revenus locatifs et frais d'entretien d'immeuble(s).
- ☐ Attestations officielles de rachat d'années de cotisation au 2<sup>e</sup> pilier (caisse de pension / prévoyance professionnelle).
- ☐ Attestations officielles des versements au 3<sup>e</sup> pilier A.
- ☐ Attestations des valeurs de rachat de vos assurances-vie et de rente.
- ☐ Copie des baux à loyer en cas de revendication d'une déduction sociale pour le logement.
- ☐ Justificatifs (avis de crédit bancaires, postaux, attestations,...) des revenus exonérés annoncés sous chiffre 4, page 4 de la déclaration d'impôt, attestant de la période d'indemnisation, ainsi que du montant perçu.

**Les pièces justificatives ne doivent plus être systématiquement jointes à la déclaration d'impôt, à l'exception des documents mentionnés en gras. Toutefois, l'autorité fiscale se réserve le droit de réclamer ultérieurement les pièces dont elle aurait besoin pour ses vérifications. Dès lors, le contribuable doit tenir à disposition de l'autorité fiscale tous les justificatifs habituellement requis pour le contrôle de la déclaration d'impôt.**

# Comment compléter et envoyer sa déclaration d'impôt

L'autorité fiscale vous remercie par avance de remplir votre déclaration d'impôt et les formules annexes de manière **complète et minutieuse**. Vous éviterez ainsi les désagréments causés par des demandes d'informations et participerez à l'accélération de la procédure de taxation.

Il convient de respecter scrupuleusement la logique retenue par la préimpression de vos données personnelles en première page de votre déclaration d'impôt (« contribuable 1 » et « contribuable 2 ») et de n'intervir en aucun cas vos données avec celles de votre conjoint, respectivement partenaire enregistré, lors de la déclaration de vos éléments respectifs.

Toutes les rubriques de la première page de la déclaration doivent être remplies entièrement et avec précision. Les renseignements nécessaires sur la situation professionnelle et familiale du contribuable au 31 décembre 2017, ou au dernier jour d'assujettissement en cas de départ hors Suisse ou de décès, doivent être fournis. A cet égard, le contribuable concerné complète également l'*Annexe 03*, Situation de famille (voir explications page 15).

Afin de simplifier l'établissement de votre déclaration d'impôt, nous vous encourageons à utiliser le logiciel VaudTax (ou un autre logiciel agréé) et à nous retourner votre déclaration d'impôt par voie électronique.

**Une déclaration d'impôt retournée non remplie (avec ou sans justificatifs annexés) ou biffée n'est pas considérée comme valablement déposée ; le contribuable sera alors invité à déposer une déclaration conforme.**

## Déclaration d'impôt électronique



# VaudTax 2017

logiciel officiel de saisie pour la déclaration d'impôt 2017

Les contribuables ont la possibilité de déposer valablement une déclaration d'impôt établie à l'aide d'un outil informatique. Toutefois, afin de permettre un traitement adéquat des quelque 470 000 contribuables assujettis à l'impôt dans le canton, les logiciels utilisés par les contribuables doivent être agréés (voir liste publiée sous [www.vd.ch/impots](http://www.vd.ch/impots)).

Le logiciel officiel VaudTax peut être téléchargé gratuitement sur notre site : [www.vd.ch/impots](http://www.vd.ch/impots). Le Centre d'appels téléphoniques peut également répondre à vos questions au 021 316 10 40 de 8 h 00 à 17 h 00 sans interruption et au tarif local, ou par courriel à [info.aci@vd.ch](mailto:info.aci@vd.ch).

Le contribuable peut retourner sa déclaration d'impôt par voie électronique, via une liaison Internet sécurisée et cryptée, directement depuis un logiciel agréé (par exemple VaudTax). Cette simplification administrative lui évite ainsi d'imprimer et d'acheminer sa déclaration d'impôt par la Poste. Le contribuable reçoit en ligne, au moment du dépôt de sa déclaration

électronique, un avis comprenant le résumé des éléments qu'il a saisis. Il peut demander de recevoir par courrier une copie de l'avis récapitulatif. Les mandataires sont priés de demander systématiquement de recevoir l'avis récapitulatif par courrier en cochant la case prévue à cet effet. Si le contribuable souhaite modifier ces éléments, il dispose d'un délai de 30 jours, dès réception de l'avis récapitulatif, pour adresser une nouvelle déclaration d'impôt à l'autorité fiscale. Passé ce délai, la déclaration d'impôt est jugée comme valablement déposée. **Cet avis remplace l'exigence de signature de la déclaration d'impôt.**

Si vous utilisez **le logiciel VaudTax gratuit ou un autre logiciel agréé** et retournez votre déclaration d'impôt **par la Poste**, nous vous remercions :

- d'imprimer sur du papier **A4 blanc** ;
- de placer les documents imprimés à l'intérieur de la chemise originale format A3, intitulée « Déclaration d'impôt 2017 », ou du formulaire principal de déclaration d'impôt 2017 – non complété – que vous avez reçu ;
- de nous faire parvenir le dossier (et, le cas échéant, le CD-ROM pour recyclage) dans **l'enveloppe réponse** prévue à cet effet.
- Votre dossier est alors numérisé (transformé en données électroniques) dès sa réception pour être ensuite acheminé vers l'Office d'impôt compétent. Aussi, pour optimiser son traitement, nous vous demandons de **ne pas utiliser de trombones, agrafes, attaches parisiennes, etc.**

Les déclarations d'impôt remplies au moyen d'un logiciel et retournées par la Poste seront signées personnellement par le contribuable, respectivement par chacun des deux époux / partenaires enregistrés qui vivent en ménage commun. L'époux / partenaire enregistré qui aurait omis de le faire sera considéré comme étant représenté contractuellement par le signataire. Les déclarations d'impôt remplies au moyen d'un logiciel et déposées par voie électronique sont réputées signées en l'absence de toute demande de modification dans le délai de 30 jours qui suit la réception de l'avis récapitulatif.

Nous vous rappelons également que seules les pièces obligatoires doivent être envoyées avec la déclaration d'impôt (voir page 12).

Toute correspondance particulière, concernant par exemple la perception, notamment la demande de modification des acomptes, doit être adressée à l'autorité fiscale **sous pli séparé ou par Internet (e-ACO).**

## Code de contrôle

Dans le cadre de l'établissement de votre déclaration d'impôt par voie électronique (par exemple au moyen du logiciel VaudTax), vous devez indiquer votre code de contrôle personnel, afin de vous authentifier.

Vous le trouverez en haut à gauche de votre déclaration d'impôt.

**Exemple :**



## Déclaration d'impôt électronique et pièces justificatives

**Le contribuable ne doit joindre à sa déclaration d'impôt que les pièces justificatives obligatoires.** Elles ne concernent que certaines catégories de contribuables (indépendants, détenteurs de dossiers titres déposés auprès d'une banque, gagnants d'un gain supérieur à Fr. 1 000.– provenant de loteries, Swiss Loto, Euro Millions, Sporttip, PMU, tombolas, etc., en Suisse et à l'étranger, voir pages 12 et 35). Les autres pièces justificatives doivent être conservées à disposition de l'autorité fiscale en cas de vérification.

## Préimpression de vos données personnelles – Enfants mineurs et *Annexe 03, Situation de famille (recto)*

En complément de vos autres données personnelles (prénoms, noms, date de naissance, état civil et numéro AVS) figurent, en première page de votre déclaration d'impôt, les données concernant vos enfants mineurs résidant à votre domicile. Cette préimpression est effectuée sur la base des informations en notre possession à la date d'édition de votre déclaration d'impôt.

## Déclaration d'impôt manuscrite

Si vous remplissez votre déclaration d'impôt à la main, complétez tout d'abord les formules annexées à cette dernière :

- Etat des titres et autres placements de capitaux (*Annexe 01*), participations qualifiées (*Annexe 01-1*) à demander au Centre d'appels téléphoniques (CAT 021 316 00 00; répondeur 24 h / 24 h : 021 316 20 91) ou par courriel à [info.aci@vd.ch](mailto:info.aci@vd.ch) ;
- Etat des dettes, rendements négatifs de placements de capitaux et assurances (*Annexe 02*) ;
- Situation de famille et Relevé des certificats de salaire (*Annexe 03*) ;
- Frais professionnels des salariés-es – Frais de formation (*Annexe 04*) ;

- Liste des frais médicaux et / ou des dons (*Annexe 05*);
- Immeubles (*Annexe 07*).

Nous vous remercions également de veiller à :

- utiliser uniquement les documents originaux fournis par l'Administration cantonale des impôts ;
- utiliser un stylo **noir ou bleu foncé** ;
- écrire uniquement dans les cases prévues, **entièrement en MAJUSCULES** ;
- ne pas biffer les cases inutilisées et ne pas biffer ou compléter les documents ne vous concernant pas ;
- organiser votre dossier de manière à placer les documents originaux complétés sur le dessus, puis les formulaires DA-1 et R-US-164 ;
- nous faire parvenir le tout **dans l'enveloppe réponse** prévue à cet effet, **correctement affranchie**.

Comment remplir les cases

Correct :

		9	5
--	--	---	---

Faux :

9	5		
---	---	--	--

		9	5
--	--	---	---

0	0	9	5
---	---	---	---

–	–	9	5
---	---	---	---

Correct :

T	E	X	T	E	
---	---	---	---	---	--

Faux :

T	e	x	t	e	
---	---	---	---	---	--

t	e	x	t	e	
---	---	---	---	---	--

	T	E	X	T	E
--	---	---	---	---	---

**Une déclaration d'impôt retournée non remplie (avec ou sans justificatifs annexés) ou biffée n'est pas considérée comme valablement déposée ; le contribuable sera alors invité à déposer une déclaration conforme.**

Les déclarations d'impôt remplies manuellement et retournées par la Poste doivent être signées personnellement par le contribuable, respectivement par chacun des deux époux / partenaires enregistrés qui vivent en ménage commun. L'époux / partenaire enregistré qui aurait omis de le faire sera considéré comme étant représenté contractuellement par le signataire.

Dans tous les cas, il vous est demandé de compléter **l'Annexe 03, Situation de famille (recto)**, qui doit refléter votre situation familiale effective au 31 décembre de la période fiscale. Cette annexe permet de valider ou de rectifier les informations préimprimées concernant vos enfants mineurs. Elle permet également d'annoncer vos enfants majeurs en apprentissage ou aux études ainsi que les autres personnes incapables de subvenir seules à leurs besoins qui sont à votre charge.



## Annexe 03, relevé des certificats de salaire (verso)

Le **verso** de l'**Annexe 03, Relevé des certificats de salaire**, doit, le cas échéant, être complété. Il permet de faire état de tous les revenus que vous avez perçus durant l'année et provenant d'une activité lucrative dépendante (codes 100, 105 et 120), ainsi que des diverses allocations perçues (reportées sous code 110) qui ne figureront pas directement sur vos certificats de salaire.

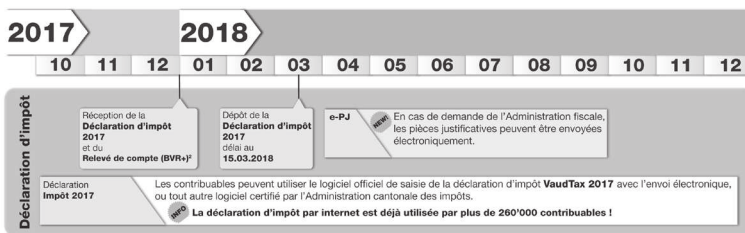
Les **prestations complémentaires pour familles** ainsi que les **prestations de la rente-pont** sont déclarées sous le **code 195** (« autres revenus de toute nature »).

## Propriété immobilière

Le contribuable concerné par les rubriques liées à la propriété immobilière reçoit l'**Annexe Immeubles (Annexe 07)** avec le formulaire de la déclaration d'impôt. Il reçoit autant d'annexes Immeubles que nécessaire (possibilité d'annoncer deux immeubles par annexe). En cas de besoin, il doit demander des formulaires supplémentaires auprès de notre Centre d'appels téléphoniques (CAT 021 316 00 00; répondeur 24 h / 24 h : 021 316 20 91) ou par courriel à [info.aci@vd.ch](mailto:info.aci@vd.ch).

Les explications concernant la propriété immobilière sont regroupées dans une brochure intitulée « **Instructions complémentaires concernant la propriété immobilière** ». Elles fournissent des explications complètes et détaillées sur ce sujet et sont également disponibles sur notre logiciel VaudTax, sur notre site [www.vd.ch/impots](http://www.vd.ch/impots), auprès de notre Centre d'appels téléphoniques (CAT 021 316 00 00; répondeur 24 h / 24 h : 021 316 20 91) ou par courriel à [info.aci@vd.ch](mailto:info.aci@vd.ch).

## Le dépôt de votre déclaration d'impôt



## Délai pour le dépôt de la déclaration : 15 mars 2018

Le délai pour le dépôt de la déclaration est le 15 mars 2018, ou la date indiquée sur la déclaration d'impôt. La déclaration devra être retournée, au moyen de l'enveloppe prévue à cet effet, affranchie correctement par l'expéditeur.

## Conséquences en cas de non-dépôt

Le contribuable qui n'a pas remis sa déclaration dans le délai fixé est sommé de le faire dans un délai de 30 jours. Cette sommation fait l'objet d'un émolument de Fr. 50.– qui est facturé

lors du décompte final de l'impôt. Si, malgré la sommation, il ne remet pas sa déclaration, l'autorité fiscale évaluera d'office les éléments de revenu et de fortune et prononcera une amende d'ordre pouvant aller jusqu'à Fr. 1 000.–. Dans les cas graves ou de récidive, l'amende peut être de Fr. 10 000.– au plus.

**Une déclaration d'impôt retournée non remplie (avec ou sans justificatifs annexés) ou biffée n'est pas considérée comme valablement déposée ; le contribuable sera alors invité à déposer une déclaration conforme.**

## Il vous manque des informations ?

Si, après avoir consulté attentivement les présentes instructions, des renseignements complémentaires vous sont encore nécessaires, le Centre d'appels téléphoniques (CAT – 021 316 00 00 ; courriel : [info.aci@vd.ch](mailto:info.aci@vd.ch)), ainsi que l'Office d'impôt du district de votre domicile se tiennent à votre disposition.

Dans toutes les communications ou demandes adressées à l'administration, veuillez indiquer votre numéro de contribuable figurant sur la page 1 de la déclaration d'impôt.

# Déclaration d'impôt et Annexes

## Impôt cantonal et communal

### Revenus de l'activité dépendante – Codes 100 à 120

Afin de remplir les cases des codes 100 à 120 il y a lieu, au préalable, de compléter l'**Annexe 03 (verso)** « **Relevé des certificats de salaire** ».

#### Activité salariée

##### *Activité salariée principale*

**Code 100**

Le salarié établit les revenus de son activité au moyen du ou des **certificats de salaire officiels** remis par son ou ses employeurs. Le certificat doit contenir la totalité du salaire, y compris toutes les indemnités accessoires, les allocations et les revenus en nature. Lors d'attribution d'actions et d'options de collaborateurs, la différence entre la valeur vénale et le prix de souscription, respectivement le prix d'achat, doit être déclarée comme revenu imposable en tenant compte, le cas échéant, d'un escompte suivant leur durée de blocage. Dans tous les cas, les informations détaillées de l'attribution doivent être indiquées sur une feuille annexe au certificat de salaire.

Le contribuable complète l'*Annexe 03 (verso)*, Relevé des certificats de salaire et indique le salaire net selon le certificat de salaire, soit après déduction des cotisations AVS/AI/APG/AC/AANP et des cotisations à la prévoyance. Il **complète les différentes rubriques de l'Annexe 03** en fonction des informations figurant sur chacun de ses certificats de salaire. Pour les rachats d'années d'assurance, se référer au code 320.

L'autorité de taxation se réserve le droit de contrôler si les éventuelles indemnités pour frais versées par l'employeur ont effectivement servi à **couvrir des dépenses professionnelles**. Si les indemnités pour frais sont exagérées ou lorsque le contribuable ne figure pas sur la liste des bénéficiaires approuvée par l'Administration cantonale des impôts, ces indemnités font partie du salaire et sont imposées comme telles. Le contribuable doit impérativement indiquer dans la rubrique de l'*Annexe 04* les éventuelles interruptions de travail durant l'année 2017 (maladie, congés non payés, etc.) et déclarer, le cas échéant, sous codes 200 à 220 de la déclaration, les indemnités pour perte de gain qu'il a perçues.

##### *Activité salariée accessoire*

**Code 105**

Est considérée comme accessoire l'activité dépendante exercée d'une manière régulière à **moins de 30%** de l'horaire de travail normal. Il en va de même d'une activité déployée à plein temps occasionnellement et pendant une durée réduite. La déduction forfaitaire accordée

dans le cadre d'une activité salariée accessoire est prévue spécialement sous le code 165. Les soldes et indemnités perçues par les sapeurs-pompiers de milice seront annoncées sous ce code (voir la Notice sur ce sujet disponible sur [www.vd.ch/impots](http://www.vd.ch/impots)).

Les commissions allouées au titre d'intermédiaire, les indemnités pour activité exercée au sein d'une autorité publique, les rétributions pour activité journalistique, artistique, littéraire, scientifique ou sportive, pour expertises, direction d'associations, leçons privées, travaux de comptabilité, travaux artisanaux, gérances d'immeubles, conciergeries et nettoyages, etc., sont des gains accessoires lorsqu'ils ne sont pas acquis dans le cadre d'une activité lucrative principale.

Le contribuable complète l'*Annexe 03* (verso), Relevé des certificats de salaire et indique le salaire net selon le certificat de salaire, soit après déduction des cotisations AVS/AI/APG/AC/AANP et des cotisations à la prévoyance. Il **complète les différentes rubriques de l'Annexe 03** en fonction des informations figurant sur chacun de ses certificats de salaire.

### *Allocations non versées par l'employeur (allocations familiales, allocations de naissance, etc.)*

**Code 110**

Après avoir complété le verso de l'*Annexe 03*, le contribuable indique sous cette rubrique toutes les indemnités qui n'ont pas été versées par un employeur (**vacances, allocations de naissance, de maternité et pour enfant** versées directement par une caisse de compensation) ou qui ne figurent pas sur le certificat de salaire (pourboires, etc.).

Les allocations familiales doivent être indiquées sur l'*Annexe 03* si le contribuable exerce une activité lucrative dépendante. Pour les indépendants ou pour les contribuables qui n'exercent pas d'activité lucrative, les allocations familiales doivent uniquement être déclarées sous le code 195 « Autres revenus de toute nature » et ne doivent pas figurer sur l'*Annexe 03*.

### *Administrateurs de personnes morales*

**Code 120**

Après avoir complété le verso de l'*Annexe 03*, le contribuable indique le total net des montants perçus, soit après déduction des cotisations AVS/AI/APG/AC/AANP. Aucune autre déduction n'est accordée, les frais étant généralement remboursés en sus du revenu.

## Frais d'acquisition du revenu – Codes 140 à 165

### Généralités

Afin de remplir les cases des codes 140 à 160, **il y a lieu, au préalable, de compléter l'Annexe 04 – Frais professionnels des salarié-es.**

Le salarié peut déduire les frais généraux nécessaires à l'acquisition du revenu, ceci dans la mesure où l'employeur ne les a pas pris à sa charge. Par frais généraux, il faut entendre les

dépenses immédiates et directes engagées pour obtenir le revenu imposable et en maintenir la source. **Ces dépenses doivent être liées à la réalisation du revenu imposable et indispensables à son obtention** ; il s'agit donc des frais inhérents à l'activité elle-même et que doit supporter le salarié, indépendamment de circonstances particulières.

Le contribuable doit être en mesure d'établir la réalité de ses frais professionnels en produisant, sur demande de l'autorité fiscale, les pièces justificatives nécessaires. Sont réservées les déductions forfaitaires admises ci-après.

Les déductions calculées pour une année (240 jours ouvrables) doivent être réduites si l'activité lucrative dépendante a été exercée seulement durant une partie de l'année.

Toutefois, en cas de chômage temporaire, la déduction pour autres frais professionnels (code 160) n'est pas réduite.

Les frais des enfants en apprentissage ou aux études (transport, pension, logement, écolage, etc.) ne sont pas considérés comme des frais d'acquisition du revenu du contribuable et ne sont dès lors pas déductibles. Ces dépenses sont en revanche prises en considération par le système des parts (quotient familial) résultant de la situation de famille (code 810).

Frais de transport du domicile au lieu de travail

Code 140

Le contribuable dont le domicile est relativement éloigné de son lieu de travail peut déduire ses frais de déplacement jusqu'à ce lieu, à la condition qu'ils ne soient pas remboursés par l'employeur.

Le tableau ci-après indique le montant de la déduction forfaitaire annuelle ou mensuelle déterminée sur la base du **trajet simple course le plus court** effectué au moyen des transports publics entre le domicile et le lieu de travail.

Exemple d'un contribuable effectuant un trajet simple course, de son domicile à son lieu de travail, de 19 kilomètres :

Déduction annuelle : Fr. 2 976.–

Déduction mensuelle : Fr. 248.–

De 1 à 10 km			De 11 à 19 km		
Distance entre le domicile et le lieu de travail	Déduction annuelle Fr.	Déduction mensuelle Fr.	Distance entre le domicile et le lieu de travail	Déduction annuelle Fr.	Déduction mensuelle Fr.
Km jusqu'à 2	1 176	98	Km 11	2 452	204
3	1 423	118	12	2 531	210
4	1 587	132	13	2 626	218
5	1 669	139	14	2 706	225
6	1 849	154	15	2 786	232
7	1 947	162	16	2 856	238
8	2 094	174	17	2 896	241
9	2 224	185	18	2 936	244
10	2 372	197	19	2 976	248

## De 20 à 29 km

Distance entre le domicile et le lieu de travail	Déduction annuelle Fr.	Déduction mensuelle Fr.
Km		
20	3 001	250
21	3 026	252
22	3 051	254
23	3 076	256
24	3 101	258
25	3 136	261
26	3 166	263
27	3 196	266
28	3 226	268
29	3 256	271

## De 30 à 39 km

Distance entre le domicile et le lieu de travail	Déduction annuelle Fr.	Déduction mensuelle Fr.
Km		
30	3 288	274
31	3 320	277
32	3 352	279
33	3 384	282
34	3 416	284
35	3 448	288
36	3 480	290
37	3 512	293
38	3 544	296
39	3 576	298

## De 40 à 45 km

Distance entre le domicile et le lieu de travail	Déduction annuelle Fr.	Déduction mensuelle Fr.
Km		
40	3 608	301
41	3 640	304
42	3 672	306
43	3 704	309
44	3 736	312
45	3 768	314

## De 46 à 51 km et plus

Distance entre le domicile et le lieu de travail	Déduction annuelle Fr.	Déduction mensuelle Fr.
Km		
46	3 800	317
47	3 832	320
48	3 864	322
49	3 896	325
50	3 928	328
51 et plus	3 960	330

Dans tous les cas, la déduction est plafonnée au coût de l'abonnement général en deuxième classe des transports publics le plus onéreux, correspondant à la déduction forfaitaire annuelle admise pour 51 kilomètres. Demeure toutefois réservée la déduction de frais effectifs plus élevés dûment justifiés.

### Usage nécessaire d'autres moyens de transport

**Exceptionnellement**, l'usage d'autres moyens de transport (en particulier de véhicules à moteur) peut être admis si le contribuable établit qu'il ne dispose d'aucun moyen de transport public ou qu'il n'est pas en mesure de les utiliser (par exemple infirmité, éloignement notable de la station la plus proche, nombreux transbordements, etc.) ou qu'il dépend de l'utilisation d'un véhicule pour l'exercice de sa profession ; **le seul gain de temps dû à l'usage d'un véhicule privé n'est pas un motif suffisant**. Si l'utilisation d'un autre moyen de transport est justifiée, le contribuable peut déduire ses frais selon la distance parcourue et dans les limites suivantes :

*Autre moyen de transport utilisé*

- **Vélo, cyclomoteur, motocycle léger**  
(cylindrée jusqu'à 50 cm<sup>3</sup>) : jusqu'à 700 fr. par an
- **motocycle** (cylindrée supérieure à 50 cm<sup>3</sup>) : jusqu'à 40 ct. / km
- **véhicule automobile** tarif unique et dégressif de :
 

jusqu'à 15 000 km	70 ct. / km
pour le surplus	35 ct. / km

En lieu et place de ces déductions, il est possible d'invoquer le montant minimum accordé pour un trajet en transports publics, soit Fr. 1 176.– pour une distance « jusqu'à 2 km » (voir tableau page 21).

**Est déterminante la distance la plus courte du domicile au lieu de travail.**

Les frais d'une place de stationnement ne sont pas déductibles car ils sont déjà inclus dans l'indemnité kilométrique précitée.

**Sur l'Annexe 04, il y a lieu d'indiquer la distance kilométrique d'un trajet simple course.**

Ne sont pas considérés comme nécessaires – et donc pas déductibles – les frais de déplacement plus élevés qu'invoquerait le contribuable à partir d'une résidence secondaire.

Le salarié qui est autorisé à utiliser un véhicule de fonction pour effectuer les trajets de son domicile à son lieu de travail ne peut pas prétendre à la déduction de ses frais de déplacements.

***Frais de travail par équipe, de repas ou frais de résidence hors du domicile***

**Code 150**

Le salarié peut déduire **le surplus** de dépenses résultant du travail par équipes ou de nuit ou résultant de l'éloignement du domicile du lieu de travail en ce qui concerne les frais de repas (de midi) ou la résidence hors du domicile.

**Travail par équipes ou de nuit**

La déduction est de Fr. 3 200.– par an si le travail par équipe ou de nuit est exercé toute l'année. Au travail par équipes est assimilé le travail à horaire irrégulier, si les deux repas principaux ne peuvent être pris à domicile aux heures habituelles.

Cette déduction ne peut être revendiquée en plus de la déduction pour repas ou pour résidence hors du domicile.

**Repas pris hors du domicile**

La déduction s'élève à Fr. 3 200.– par an, si le contribuable prend régulièrement le repas de midi hors du domicile. Cette déduction comprend l'indemnisation pour le trajet aller-retour durant la pause de midi. Si le repas est pris dans une cantine de l'employeur ou que celui-ci verse une contribution pour en abaisser le prix, seule la moitié de la déduction (Fr. 1 600.– par an) est admise. Si la réduction du prix des repas est telle que le contribuable

n'a manifestement aucun frais supplémentaire à sa charge par rapport aux frais qu'entraîneraient les repas à domicile, aucune déduction n'entre en considération.

### Résidence hors du domicile

Les contribuables qui résident pendant la semaine à leur lieu de travail, mais regagnent régulièrement leur domicile en fin de semaine peuvent, en règle générale, faire valoir les déductions suivantes, dans la mesure où cela est objectivement justifié (par exemple profession de nuit, éloignement notable, etc.) :

- Pour le surplus de dépenses résultant des repas pris hors du domicile, une déduction de Fr. 3 200.– par année est accordée pour chaque repas principal (midi et soir), soit Fr. 6 400.– par an, pour autant que cette situation dure toute l'année et que le contribuable ne puisse pas prendre ses repas à son domicile secondaire. Si un des repas est pris dans une cantine de l'employeur ou que celui-ci verse une contribution pour en abaisser le prix, seule la moitié de la déduction pour un repas est admise, soit au total pour les deux repas principaux (midi et soir) Fr. 4 800.– par an. Si une cuisine est comprise dans le bail de location de la chambre, le contribuable ne pourra pas revendiquer la déduction de ses frais de repas pris en dehors de ses heures de travail (soir).
- Pour le surplus de dépenses résultant du logement : les dépenses effectives **pour la chambre** à proximité du lieu de travail (chambre, studio ou appartement d'une pièce) peuvent être déduites. Si le contribuable loue un appartement de plusieurs pièces, la déduction ne sera admise qu'à concurrence du prix de location estimé pour une seule pièce.

Pour les frais de déplacement (retour hebdomadaire au domicile) : les frais de déplacement occasionnés par le retour hebdomadaire au domicile fiscal principal (en général en transports publics) ainsi que les frais de déplacements au lieu de séjour, entre la chambre et le lieu de travail, sont déductibles (frais d'utilisation des transports publics).

### Autres frais professionnels

**Code 160**

Pour les autres frais professionnels, le contribuable peut déduire un montant forfaitaire global de 3 % du salaire net, mais au minimum Fr. 2 000.– et au maximum Fr. 4 000.–. Le montant déductible est toutefois limité au montant du gain obtenu si ce dernier est inférieur à Fr. 2 000.–.

La déduction forfaitaire pour autres frais professionnels ne peut pas être revendiquée lorsque l'employeur du contribuable lui verse une indemnité forfaitaire destinée à couvrir ses frais professionnels (indemnité pour frais de représentation), laquelle est indiquée dans le certificat de salaire.

Lorsque des rachats d'années d'assurances ont été portés en diminution du salaire (chiffre 10.2 du certificat de salaire), la déduction forfaitaire se calcule sur le salaire net avant déduction de ces montants.

Cette déduction comprend notamment :

- les dépenses pour outillage professionnel
- l'usure des vêtements ou des chaussures professionnels spéciaux. En ce qui concerne les frais de vêtements, ne sont déductibles que les dépenses engagées pour l'achat de



vêtements professionnels spéciaux (bleu de travail, blouse d'infirmier, chaussures de sécurité, etc.) et non les dépenses engagées pour des tenues vestimentaires soignées (costumes, tailleurs)

- les frais supplémentaires en raison de travaux pénibles
- les dépenses pour ouvrages professionnels
- les dépenses pour matériel informatique moyennant la prise en compte d'une part privée
- les frais se rapportant à l'utilisation principale et régulière d'une chambre de travail privée sont acceptés de manière restrictive. Cette déduction est soumise à certaines conditions : le travail à domicile doit être une nécessité, voire une obligation. L'usage ne doit pas relever de la convenance personnelle. Elle implique que l'employé ne dispose pas, à son lieu de travail, d'une pièce de travail appropriée. En outre, la pièce doit être utilisée régulièrement et essentiellement à des fins professionnelles. La déduction de la chambre de travail à domicile comprend une partie du loyer et des charges, affectée à l'usage du bureau, à l'exclusion de l'entier du loyer de l'appartement.

### *Frais pour activité salariée accessoire*

**Code 165**

Le contribuable peut déduire au titre de frais professionnels 20% du montant indiqué sous le code 105 (activité salariale accessoire), mais au minimum Fr. 800.– et au maximum Fr. 2 400.– par an pour l'ensemble de ces gains (le maximum déductible est toutefois limité au montant du gain obtenu si ce dernier est inférieur à Fr. 800.–). La déduction de frais effectifs plus élevés demeure réservée. La part exonérée de la solde des sapeurs-pompiers de milice doit également être déduite sous ce code (voir la Notice sur ce sujet). Elle est au maximum de Fr. 9 000.– pour l'impôt cantonal et communal (impôt fédéral direct au maximum Fr. 5 000.–).

## **Revenu d'une activité indépendante – Codes 180 à 190**

### *Résultat de l'activité indépendante*

**Codes 180 et 185**

Le contribuable indique, en avant-colonne, le chiffre d'affaires qu'il a réalisé durant l'exercice clos au cours de la période fiscale. Si le contribuable a exercé plusieurs activités indépendantes ou si les contribuables 1 et 2 ont tous deux exercé une activité indépendante, il convient d'indiquer, en avant-colonne, le chiffre d'affaires total de tous les exercices clos au cours de la période fiscale.

Le contribuable indique également, dans la colonne principale, le résultat net de son activité indépendante réalisé durant l'exercice clos au cours de la période fiscale. Si le contribuable a exercé plusieurs activités indépendantes, il indique le total des résultats nets enregistrés ; si les contribuables 1 et 2 ont tous deux exercé une activité indépendante, ils mentionnent leurs résultats nets respectifs.

Les « Instructions complémentaires pour les contribuables exerçant une activité lucrative indépendante » donnent de plus amples détails. En ce qui concerne le revenu de l'activité des exploitants du sol, des informations plus détaillées sont contenues dans les « Instructions

complémentaires destinées aux exploitants du sol». Ces instructions sont disponibles sur notre site [www.vd.ch/impots](http://www.vd.ch/impots); elles peuvent également être obtenues gratuitement auprès de notre Centre d'appels téléphoniques (CAT 021 316 00 00 ou répondeur 24 h / 24 h : 021 316 20 91) ou des Offices d'impôt.

### *Perte commerciale non compensée*

#### *Perte sur participations qualifiées commerciales*

**Code 186**

Le contribuable indique la perte commerciale non compensée des sept exercices précédant la présente période fiscale.

En cas de perte sur participations qualifiées commerciales ressortant du « Compte distinct », le contribuable indique la perte totale sur participations qualifiées qu'il a réalisée ressortant des chiffres 3.1 et / ou 3.2 du « Compte distinct », colonne relative à l'impôt cantonal et communal (voir les explications sous code 410, page 36 et suivantes).

### *Sociétés en nom collectif ou en commandite*

**Code 190**

Le contribuable indique la raison sociale de la société. Les associés mentionnent leur part au revenu, conformément aux indications contenues dans le questionnaire rempli par la société.

### *Cotisations AVS des indépendants*

Le contribuable indique les cotisations personnelles à l'AVS et celles concernant les allocations familiales **comptabilisées**, et donc **déduites de l'exercice clos en 2017**.

Lorsque des allocations familiales revenant au contribuable ont été portées directement en déduction de son décompte de cotisations AVS / allocations familiales, il indique ses cotisations personnelles pour leur **montant brut**, soit **avant déduction** des éventuelles prestations lui revenant au titre d'allocations familiales.

De telles prestations sont extraites du bénéfice ressortant de la comptabilité de l'entreprise et mentionnées, pour leur montant brut, sous le code 195 « Autres revenus de toute nature ».

Dans tous les cas, il convient de compléter scrupuleusement la page 1, lettre C du « Questionnaire général pour les contribuables exerçant une activité lucrative indépendante ».

### *Autres revenus de toute nature*

**Code 195**

Sont imposables les autres revenus tels que : les allocations familiales perçues par le contribuable n'exerçant pas d'activité lucrative ou exerçant une activité lucrative indépendante (voir ci-dessus code 190), les prestations complémentaires pour familles et les prestations de la rente-pont, les brevets, les licences, les royalties, les droits d'auteur, les recettes provenant de la location de biens mobiliers (par ex. chevaux, meubles, etc.).

Le rendement obtenu en cas de vie ou de rachat d'une assurance de capitaux susceptible de rachat financée par une prime unique est également imposable. Ce revenu se calcule par la

différence entre le montant versé par l'assureur et la prime unique. Il est toutefois exonéré s'il est versé à un assuré de 60 ans révolus en vertu d'un contrat qui a duré au moins 5 ans et qui a été conclu avant son 66<sup>e</sup> anniversaire.

## Indemnités pour perte de gain – Codes 200 à 220

### *Assurance-chômage, service militaire (AC + APG)*

**Code 200**

Les allocations d'assurance-chômage sont indiquées dans la mesure où elles ne sont ni comprises dans le certificat de salaire ni déclarées sous le code 100 (activité salariale principale).

Les allocations pour perte de gain en raison de service militaire et de protection civile, cours de moniteur Jeunesse et Sport et cours de moniteur jeunes tireurs sont indiquées lorsque le contribuable a reçu des prestations directement de la Caisse de compensation et qu'elles ne figurent pas dans le certificat de salaire.

### *Indemnités journalières*

**Codes 210 et 220**

Les indemnités journalières obtenues d'une assurance maladie ou accidents remplaçant complètement ou partiellement les produits de l'activité lucrative doivent être déclarées sous le code 210 dans la mesure où elles ne sont pas déjà comprises dans le salaire imposable (indemnités encaissées par l'employeur et rétrocédées au contribuable).

Quant aux indemnités journalières versées par l'assurance invalidité (en cas de réinsertion professionnelle par exemple), elles doivent être déclarées sous le code 220.

### *Déduction pour double activité des conjoints*

**Code 235**

Si les deux conjoints imposés en commun exercent chacun une activité lucrative, un montant de Fr. 1 700.– peut être déduit du revenu le plus bas. Une déduction analogue est accordée lorsque l'un des conjoints fournit un travail important pour seconder l'autre dans sa profession, son commerce ou son entreprise. Si, après déduction des éventuels frais d'acquisition du revenu (codes 140 à 165) et des cotisations à la prévoyance (codes 310 à 340), le montant du revenu le plus bas est inférieur à Fr. 1 700.–, la déduction sera égale à la somme nette effectivement obtenue.

- **Exemple :**

Gain net le plus bas obtenu :	Fr. 800.–
Déduction maximale autorisée :	Fr. 800.–

## Rentes et pensions – Codes 240 à 280

### *1<sup>er</sup> pilier : rentes AVS / AI et assurances militaires*

**Code 240**

Toutes les rentes AVS (rentes de vieillesse et de survivants) et AI sont imposables, y compris les rentes extraordinaires. Font exception et ne sont donc pas imposables les rentes AVS et AI dans la mesure où elles ont entraîné la réduction d'une rente de l'assurance militaire, sauf si les rentes de l'assurance militaire ont commencé à courir après le 1<sup>er</sup> janvier 1994.

Les rentes de l'assurance militaire qui ont commencé à courir ou sont devenues exigibles après le 1<sup>er</sup> janvier 1994 doivent également être déclarées sous ce code.

Les prestations complémentaires ainsi que les allocations pour impotents de l'AVS et de l'AI ne sont pas imposables.

Les rentes d'accident reçues en vertu de la LAA (loi sur l'assurance-accidents), par exemple de la SUVA, bien qu'appartenant à la catégorie des rentes du 1<sup>er</sup> pilier, doivent être déclarées sous le code 270 (3<sup>e</sup> pilier B : autres rentes et pensions).

### *Imposition d'une prestation AI rétroactive*

En cas de prestation AI rétroactive fondée sur une décision de l'assurance invalidité, le contribuable doit déclarer sous ce code uniquement les rentes relatives à l'année 2017.

En outre, il complète le chiffre 2 de la page 4 « Prestations en capital imposées séparément » (voir également la page 62 des présentes instructions). En effet, le solde de la prestation AI rétroactive relatif aux années antérieures fait, quant à lui, l'objet d'une imposition distincte effectuée d'office par l'autorité de taxation.

### *Imposition d'une rente AI pour enfant*

#### **Qui déclare la rente ?**

Pour l'imposition des rentes pour enfant des prévoyances sociale et professionnelle, il faut examiner quel est l'ayant droit, car une personne peut recevoir des prestations pour les enfants à sa charge à deux titres :

- a) Comme complément à sa propre rente personnelle

Exemple

M<sup>me</sup> W., divorcée, est la mère d'un enfant majeur qui suit des études à l'Université. M<sup>me</sup> est au bénéfice d'une rente de l'AI avec complément pour enfant encore en formation.

Solution

En l'espèce, c'est M<sup>me</sup>, en tant que parent invalide, qui a le droit à la rente pour enfant. A ce titre, elle doit annoncer, dans sa déclaration d'impôt personnelle, le complément pour enfant à charge, car il s'agit d'un supplément à sa propre rente.

## b) Comme rente en raison de l'invalidité de l'enfant

Lorsque la rente d'invalidité fédérale (AI) est servie à un enfant mineur qui en est l'ayant droit, cette rente est toujours la conséquence de la diminution de la capacité de gain. De ce fait, une telle rente, servie à un enfant mineur, est acquise en compensation du produit de l'activité lucrative. Il n'y a pas lieu de reporter ces montants sur la déclaration du ou des représentants légaux. Ces rentes doivent être déclarées par l'enfant (ayant droit) au moyen de sa propre déclaration (voir page 6).

***Imposition d'une rente d'orphelin versée au détenteur de l'autorité parentale*****Qui déclare la rente d'orphelin ?****Exemple**

M. B., veuf, vit avec son enfant mineur. L'enfant est au bénéfice d'une rente d'orphelin de l'AVS.

**Solution**

La rente d'orphelin doit être déclarée par le père, détenteur de l'autorité parentale. Dès l'année au cours de laquelle l'enfant atteint sa majorité, les rentes de l'année entière doivent être déclarées par l'enfant.

***2<sup>e</sup> pilier : rentes provenant d'institutions de prévoyance professionnelle*****Code 250**

Le contribuable doit déclarer toutes les rentes et autres prestations périodiques provenant d'une institution de prévoyance, telles que les rentes de vieillesse, d'invalidité, de survivant et d'orphelin.

Le contribuable est également prié de compléter le chiffre 8 de la dernière page de la déclaration d'impôt. La question de la date de l'affiliation ainsi que de l'échéance de la prestation a son importance pour déterminer le régime fédéral d'imposition de ces prestations à leur échéance (80 % ou 100 %).

***3<sup>e</sup> pilier A : rentes provenant de formes reconnues de la prévoyance individuelle liée*****Code 260**

Il s'agit des rentes et autres prestations périodiques provenant de contrats de prévoyance liée (contrats spéciaux d'assurance de rentes conclus avec les établissements d'assurances et fondations bancaires). Ces rentes sont imposables à 100 %.

***3<sup>e</sup> pilier B : autres rentes et pensions*****Code 270**

Doivent être déclarées sous cette rubrique toutes les rentes et pensions qui ne concernent pas les codes 240, 250 et 260. Il s'agit notamment :

- des rentes accidents, par exemple les rentes d'accident reçues en vertu de la LAA (loi sur l'assurance-accidents), notamment de la SUVA ;

- des rentes pour responsabilité de tiers (RC), dommages permanents ou invalidité ;
- des revenus provenant de rentes viagères ou d'un contrat d'entretien viager, imposables à 40 %. Ceux-ci doivent être déclarés par le contribuable directement à raison de 40 % du montant perçu durant l'année.

Pour les revenus exonérés, voir page 63.

### *Pension alimentaire obtenue par le contribuable et/ou pour les enfants mineurs*

**Code 280**

La pension alimentaire que le conjoint séparé ou divorcé obtient pour lui-même, ainsi que les contributions reçues par le détenteur de l'autorité parentale pour l'entretien d'enfants mineurs dont il a la garde constituent un revenu soumis à l'impôt. Dès le mois qui suit la majorité d'un enfant, les contributions reçues ou versées pour ce dernier ne sont plus imposables, respectivement plus déductibles auprès du détenteur de l'autorité parentale.

Le contribuable doit remplir le tableau A du chiffre 1 des informations complémentaires figurant à la dernière page de la déclaration d'impôt.

## **Primes et cotisations d'assurances – Codes 300 à 340**

### *Assurances-maladie et accidents, assurances sur la vie*

**Code 300**

Le contribuable a droit à une déduction forfaitaire, au titre de primes d'assurances-maladie, accidents, d'assurances sur la vie et de rentes viagères :

- pour le contribuable célibataire, veuf, séparé ou divorcé : Fr. 2 000.–
- pour les époux vivant en ménage commun : Fr. 4 000.–

La déduction est augmentée de Fr. 1 300.– pour chaque enfant à charge du contribuable ou pour chaque personne pour laquelle il peut faire valoir la déduction pour personne à charge.

Le droit à la déduction est déterminé en fonction de la situation familiale au 31 décembre ou à la date de fin d'assujettissement.

#### **• Exemples :**

Célibataire, veuf, séparé, divorcé	Fr. 2 000.–
Célibataire, veuf, séparé, divorcé avec 1 enfant *	Fr. 3 300.–
Célibataire, veuf, séparé, divorcé avec 2 enfants *	Fr. 4 600.–
Couple sans enfant *	Fr. 4 000.–
Couple avec 1 enfant *	Fr. 5 300.–
Couple avec 2 enfants *	Fr. 6 600.–
Couple avec 3 enfants *	Fr. 7 900.–
Couple avec 4 enfants *	Fr. 9 200.–

---

\* ou personne à charge

Le montant total de la déduction correspondant à votre situation de famille est à reporter sous code 300 de la déclaration d'impôt. Il doit être indiqué sous le contribuable 1 uniquement. En ce qui concerne la déduction au niveau de l'impôt fédéral direct, voir page 67.

**Prévoyance individuelle liée OPP3 (3<sup>e</sup> pilier A)****Code 310**

Les informations suivantes concernent les personnes qui sont au bénéfice d'un contrat OPP3 avec une fondation bancaire ou un établissement d'assurances.

Si vous n'avez pas payé de prime OPP3 à une institution reconnue durant la période fiscale, aucune déduction n'est admise.

Les salariés et les indépendants qui **cotisent** à des formes reconnues de prévoyance peuvent déduire les montants versés dans les limites de l'ordonnance selon les indications ci-après.

- Constituent des formes reconnues de prévoyance les contrats de prévoyance liée conclus avec les établissements d'assurances et les conventions de prévoyance liée conclues avec les fondations bancaires.
- Toute déduction présuppose une activité lucrative, ainsi que l'assujettissement à l'AVS du contribuable. De plus, les contribuables qui poursuivent une activité lucrative peuvent verser des cotisations à des formes reconnues de prévoyance jusqu'à cinq ans au plus tard après l'âge légal de la retraite de l'AVS.
- En cas d'interruption passagère de l'activité lucrative (service militaire, chômage, maladie, etc.), le droit à la déduction reste acquis.
- Tout conjoint qui exerce une activité lucrative peut, en principe, déduire les cotisations qu'il verse selon un contrat de prévoyance dans lequel il figure comme preneur de prévoyance. Si l'un des conjoints seconde l'autre dans sa profession ou dans son exploitation commerciale, cette collaboration est présumée rentrer dans les limites de l'assistance que se doivent les époux ; sinon, il appartient aux époux de prouver l'existence d'un rapport de travail dépassant ces limites.

Les cotisations **versées** peuvent être déduites selon la distinction suivante :

- **Pour les contribuables assurés sous le régime du 2<sup>e</sup> pilier**

Les salariés et indépendants assurés obligatoirement ou facultativement à une institution de prévoyance professionnelle (2<sup>e</sup> pilier) peuvent déduire les montants versés, mais au maximum :

**Fr. 6 768.– pour l'année 2017**

- **Pour les contribuables n'étant pas assurés sous le régime du 2<sup>e</sup> pilier**

Les salariés et indépendants qui ne sont pas affiliés à une institution de prévoyance professionnelle (2<sup>e</sup> pilier) peuvent déduire les montants versés jusqu'à 20% du revenu net provenant d'une activité lucrative, mais au maximum :

**Fr. 33 840.– pour l'année 2017**

Aucune déduction n'entre en ligne de compte si une perte résulte de l'activité lucrative.

### *Rachats d'années d'assurance (2<sup>e</sup> pilier, caisse de pension)*

**Code 320**

Les cotisations ordinaires versées aux institutions de prévoyance professionnelle sont, en règle générale, déjà déduites du salaire imposable sous code 100 de la déclaration (salaire net). Elles ne peuvent dès lors pas être admises en déduction une seconde fois sous code 320. Seules les sommes affectées au rachat d'années d'assurance qui n'ont pas encore été portées en diminution du salaire imposable sont déductibles sous cette rubrique.

Ce montant doit correspondre aux prescriptions de la loi sur la prévoyance professionnelle (LPP). L'Office d'impôt pourra requérir, le cas échéant, le document « *Annexe 06* », qui devra alors être dûment complété par le contribuable et l'établissement de prévoyance.

### *Cotisations des indépendants*

**Code 330**

L'indépendant peut déduire sous cette rubrique la part privée des cotisations à la prévoyance professionnelle payées pour lui-même. Pour plus de détails, voir la brochure d'instructions complémentaires concernant les contribuables exerçant une activité lucrative indépendante.

### *Autres cotisations*

**Code 340**

Les salariés peuvent indiquer sous cette rubrique également, le cas échéant, les primes et cotisations retenues **contractuellement** sur le salaire au titre de l'assurance-maladie **prévoyant uniquement des prestations remplaçant le produit du travail** (perte de gain).

### *Report du revenu du contribuable 2*

**Code 399**

Ce code correspond au report du total des revenus et déductions du contribuable 2. La dernière ligne de la colonne « contribuable 2 » (code 398) doit être reportée dans la colonne « contribuable 1 » (code 399). A partir du code 400, tous les éléments de revenu et fortune des contribuables mariés ou en partenariat enregistré sont cumulés et déclarés dans une colonne commune (la seconde colonne étant dédiée aux éléments liés à la fortune).



## Etat des titres – Annexes 01 et 01-1

### Généralités

Le contribuable doit compléter l'Annexe 01 « Etat des titres et autres placements de capitaux » (jointe à la déclaration d'impôt) ainsi que, le cas échéant, l'Annexe 01-1 « Etat des titres – Participations qualifiées » (à demander au Centre d'appels téléphoniques 021 316 00 00 ou répondeur 24 h / 24 h : 021 316 20 91 ou par courriel à [info.aci@vd.ch](mailto:info.aci@vd.ch)). Ces formulaires permettent également d'obtenir l'imputation ou le remboursement de l'impôt fédéral anticipé prélevé sur les rendements échus durant l'année. Les titres grevés d'un usufruit en faveur de tiers ne doivent pas être déclarés par le nu-propriétaire mais bien par ce tiers (ayant droit).

Des exemplaires supplémentaires peuvent être demandés au Centre d'appels téléphoniques 021 316 00 00 ou répondeur 24 h / 24 h : 021 316 20 91 ou par courriel à [info.aci@vd.ch](mailto:info.aci@vd.ch).

### Revenu et fortune de titres et autres placements de capitaux

**Code 410**

#### Annexe 01 « Etat des titres et autres placements de capitaux »

#### Indications sur la manière de remplir l'Annexe 01

##### ● Recto de la formule

Les rendements et fortunes des comptes et livrets bancaires, postaux et comptes de garantie de loyer ou de leasing, des participations au fonds de rénovation PPE sont portés sous la rubrique 1, conformément aux informations figurant sur les relevés bancaires / postaux.

##### ● Verso de la formule

Les rendements et fortunes des titres (actions, obligations, parts sociales), créances et gains de loteries, jeux de hasard doivent être portés sous la rubrique 2 / A si les rendements sont soumis à l'impôt anticipé, respectivement 2 / B s'ils ne le sont pas. La nature de l'élément déclaré sous une de ces deux rubriques doit être précisée en cochant la case correspondante (relevé fiscal bancaire, actions / parts sociales, obligations, ...).

#### Cases à cocher « Exploitation » (recto) / « Exploit. / titre commercial » (verso)

Les valeurs faisant partie de la fortune commerciale d'un contribuable exerçant une profession indépendante doivent être désignées par une croix dans la case « Exploitation », respectivement « Exploit. / titre commercial », au début de chaque ligne concernée. Cette indication est indispensable en vue de la répartition des capitaux d'exploitation et privés ainsi que du revenu d'exploitation et privé.

#### Rubrique « Numéro de compte » (recto) / « Numéro de compte ou de valeur » (verso)

Cette rubrique sert à indiquer le numéro de valeur univoque de l'action, de l'obligation ou du produit financier. On mentionne systématiquement les 8 derniers chiffres ou lettres désignant le compte.

*Nota bene:* En ce qui concerne les associés (associés, commanditaires et commandités) des sociétés de personnes, se référer au code 460 (fortune placée dans des sociétés de personnes).

### Rubrique « Désignation de l'établissement » (recto)

Il faut mentionner l'identité de l'établissement bancaire (Banque Cantonale Vaudoise, Credit Suisse, UBS, Postfinance, etc.) auprès duquel le compte est ouvert, précédé du code pays ISO correspondant au pays dans lequel est détenu le titre (ex : CH pour la Suisse).

### Autres titres : désignation de l'émetteur / débiteur (verso)

Il convient de préciser :

- a) *Relevé fiscal bancaire* : identité de l'établissement bancaire qui a émis le relevé dont seuls les totaux doivent être reportés dans l'état des titres, précédée du code pays ISO ;
- b) *Actions / parts sociales* : nom de la société concernée, précédé du code pays ISO ;
- c) *Obligations et obligations de caisse* : nom du débiteur (Etat, établissement bancaire) qui a émis le titre, précédé du code pays ISO ;
- d) *Fonds de placement* : nom du fonds de placement avec, le cas échéant, monnaie étrangère dans laquelle les parts sont émises, précédé du code pays ISO ;
- e) *Créances / prêts* : noms, prénoms et domicile du débiteur (personne à qui le contribuable a prêté de l'argent) ;
- f) *Gains de loterie / jeu de hasard (supérieurs à Fr. 1 000. – par gain)* : identité de l'institution de jeu et numéro du concours (exemple : Swiss Loto, tirage N° 999).

### Rubrique « Achat, Vente / remboursement » (verso)

En plus de la désignation exacte des valeurs, le contribuable indique également la date d'achat, de vente, de remboursement ou de conversion des titres et créances entrés dans le portefeuille ou sortis de celui-ci durant l'année.

### Rubrique « Rendements bruts échus en 2017 »

#### Recto de la formule : Colonnes 1 / A et 1 / B

Les rendements bruts, c'est-à-dire avant déduction de l'impôt anticipé, doivent être indiqués dans les colonnes suivantes : les rendements soumis à l'impôt anticipé dans la colonne 1 / A, ceux qui ne sont pas soumis à l'impôt anticipé dans la colonne 1 / B.

La quote-part de revenu résultant du **fonds de rénovation PPE** figure sous la rubrique 1 / B (revenus non soumis à l'impôt anticipé) puisque l'impôt anticipé est remboursé directement à la communauté des copropriétaires.

#### Verso de la formule : Rubriques 2 / A et 2 / B

Les rendements bruts, c'est-à-dire avant déduction de l'impôt anticipé, doivent être indiqués sous la rubrique 2 / A si les rendements sont soumis à l'impôt anticipé, respectivement 2 / B si les rendements ne sont pas soumis à l'impôt anticipé.

- a) *Revenus des titres* : il faut indiquer tous les intérêts, fractions d'intérêt et parts aux bénéfices provenant d'avoirs et participations de toute nature et reçus sous forme de versement, virement, inscription au crédit, imputation ou d'une autre manière.

Sont aussi considérées comme intérêts et parts aux bénéfices les prestations appréciables en argent provenant d'avoirs ou de participations et reçues sous forme d'actions

gratuites, d'obligations gratuites, de libérations gratuites, d'excédents de liquidation sans égard à leur désignation, dans la mesure où ces prestations ne constituent pas un remboursement d'un avoir ou d'une part au capital que possède le contribuable.

Les revenus résultant de l'aliénation ou du remboursement d'obligations à intérêt unique prédominant (IUP) ainsi que les rendements réinvestis des fonds de croissance / fonds de thésaurisation sont également imposables.

*Les intérêts courus* que le vendeur d'un titre perçoit pour la cession du droit à l'intérêt en cours ne doivent en revanche pas être déclarés.

b) *Rendements des titres étrangers :*

**Rendements de titres étrangers sans imputation forfaitaire d'impôt :**

Pour les rendements étrangers ne faisant pas l'objet d'une demande de remboursement d'impôt perçu à la source, le contribuable mentionne les rendements bruts ainsi que les avoirs correspondants sous la rubrique 2 / B.

**Rendements de titres étrangers avec imputation forfaitaire d'impôt :**

Pour les rendements étrangers pouvant faire l'objet d'une demande de récupération d'impôt prélevé à la source, il y a lieu de remplir l'annexe DA-1 prévue à cet effet et d'en reporter les totaux – revenus (col. 6), valeur imposable (col. 7) ainsi que le montant d'imputation forfaitaire (col. 8) sur l'*Annexe 01*.

- c) *Gains de loterie*: tous les gains en espèces **supérieurs à Fr. 1 000.– par gain** provenant de loteries (Swiss Loto, Euro Millions, PMU, tombolas, etc.) sont entièrement imposables. Les gains de loterie supérieurs à Fr. 1 000.– sont également soumis à l'impôt anticipé.
- d) *Placements de capitaux ayant généré un intérêt négatif*: indiquer un rendement nul et revendiquer la déduction de l'intérêt négatif sous code 610 / 615, au moyen de l'annexe 2 (dettes, rendements négatifs de placements de capitaux, assurances).

## **Rendements de la fortune commerciale**

Il s'agit des rendements 2017 des autres titres et placements de capitaux faisant partie de la fortune commerciale affectée à l'entreprise du contribuable. Ces rendements seront extraits du bénéfice ressortant de la comptabilité de l'entreprise et mentionnés pour leur montant brut dans l'*Annexe 01* « Etat des titres et autres placements de capitaux » (case « Exploitation », respectivement « Exploit. / titre commercial » cochée). Si la clôture des exercices ne coïncide pas avec l'année civile, il faut cependant indiquer les rendements de capitaux échus pendant l'année civile 2017 ; cela est très important pour le remboursement de l'impôt anticipé. En ce qui concerne les associés (associés, commanditaires et commandités) des sociétés de personnes, les indications précitées ne sont pas applicables. Il convient dès lors de requérir le remboursement de l'impôt anticipé directement auprès de l'Administration fédérale des contributions à Berne au moyen du formulaire 25.

## **Rubrique « Fortune » (recto et verso)**

- a) *Titres cotés aux bourses suisses*: la liste officielle des cours au 31.12.2017 éditée par l'Administration fédérale des contributions fait foi. Vous trouverez cette liste sur les sites internet de l'Administration cantonale des impôts ([www.vd.ch/impots](http://www.vd.ch/impots)) et de l'Administration fédérale des contributions ([www.estv.admin.ch](http://www.estv.admin.ch)) ; elle peut également être

obtenue, dès fin janvier, auprès de notre Centre d'appels téléphoniques (021 316 00 00 ou répondeur 24h / 24h: 021 316 20 91) ; vous pouvez aussi en prendre connaissance dans les bureaux de l'Administration cantonale des impôts et auprès des Offices d'impôt.

- b) *Titres cotés aux bourses étrangères* : le contribuable utilise le dernier cours du mois de décembre 2017. La conversion en francs suisses des valeurs étrangères doit se faire sur la base des cours au 31 décembre 2017 ressortant de la liste officielle des cours.
- c) *Titres non cotés* : le contribuable utilise la valeur fiscale au 31 décembre 2017 établie sur la base des comptes fournis par les sociétés. Elle est fixée selon les « Instructions concernant l'estimation des titres non cotés en vue de l'impôt sur la fortune, circulaire 28 du 28 août 2008 de la Conférence suisse des impôts », qui sont disponibles sur le site internet de la CSI ([www.csi-ssk.ch/fr](http://www.csi-ssk.ch/fr)).  
La valeur fiscale arrêtée par l'autorité fiscale du canton du siège de l'entreprise doit être communiquée par la société concernée à ses actionnaires ou sociétaires. Si cette valeur n'est pas encore connue lors du dépôt de la déclaration d'impôt, le contribuable peut inscrire provisoirement, sous réserve de rectification par l'autorité de taxation, la valeur fixée pour la période fiscale 2016.
- d) *Actions et options de collaborateurs* : les actions et options de collaborateurs doivent être déclarées dans l'*Annexe 01* « Etat des titres », respectivement dans l'*Annexe 01-1* « Etats des titres – Participations qualifiées » ; en cas de blocage, la valeur imposable en fortune sera indiquée déduction faite de l'escompte calculé en fonction de sa durée. En principe, les revenus imposables sont inclus dans le certificat de salaire et la feuille annexe à celui-ci.
- e) *Créances et avoirs* : le contribuable utilise en principe la valeur nominale. Dans l'évaluation des créances et avoirs litigieux ou douteux, il peut être tenu compte du degré de probabilité de leur recouvrement.
- f) *Les billets de banque et les métaux précieux* ne figurent pas sur l'*Annexe 01* « Etat des titres et autres placements de capitaux », mais directement sous code 420 (numéraire, billets de banque, or, autres métaux précieux) de la déclaration d'impôt.

### Fortune commerciale

Les titres, créances et avoirs faisant partie de la fortune commerciale du contribuable doivent être déclarés à leur valeur comptable.

#### Participations qualifiées

**Code 410**

##### *Annexe 01-1 « Etat des titres – Participations qualifiées »*

(à demander au Centre d'appels téléphoniques 021 316 00 00 ou répondeur 24 h / 24 h : 021 316 20 91 ou par courriel à [info.aci@vd.ch](mailto:info.aci@vd.ch)).

### Généralités

Les participations équivalant à 10% au moins du capital-actions ou du capital social d'une société de capitaux ou d'une société coopérative sont reconnues comme étant qualifiées du point de vue fiscal. Il en découle que les bénéfices distribués sur de telles participations ne sont que partiellement imposés.

Les dividendes, parts de bénéfice, excédents de liquidation et avantages appréciables en argent provenant de telles actions, parts à des sociétés à responsabilité limitée ou à des sociétés coopératives et bons de participation sont imposables à hauteur de :

- 60% lorsque ces droits de participation sont détenus dans la **fortune commerciale** du contribuable, après déduction des charges imputables (frais de financement, d'administration, amortissements, etc.),
- 70% lorsque ces droits de participation sont détenus dans la **fortune privée** du contribuable.

Le contribuable complète l'*Annexe 01-1* « Etat des titres – Participations qualifiées ». Celui qui détient des participations qualifiées dans sa fortune commerciale complète, au préalable, un « *Compte distinct* » [formulaire disponible sur notre site [www.vd.ch/impots](http://www.vd.ch/impots), également reproduit en page 41 des présentes instructions ainsi que dans les *Instructions complémentaires concernant les contribuables exerçant une activité lucrative indépendante*]. Le « *Compte distinct* » permet de déterminer le rendement net des participations qualifiées commerciales partiellement imposable, après déduction des charges imputables.

### **Indications sur la manière de remplir le « *Compte distinct* »**

Le contribuable qui détient des participations qualifiées dans sa fortune commerciale complète un « *Compte distinct* » préalablement à l'*Annexe 01-1*.

Ce « *Compte distinct* » permet en effet de déterminer le résultat net des participations qualifiées commerciales, soit après déduction des charges imputables (frais de financement, d'administration, amortissements, etc.), résultat net finalement imposé partiellement.

Afin de déterminer l'importance des charges à imputer, il convient de prendre en considération tous les droits de participation qualifiés donnant droit à l'imposition partielle, c'est-à-dire également ceux n'ayant pas produit de rendement.

Le contribuable qui utilise le formulaire informatisé disponible sur notre site : [www.vd.ch/impots](http://www.vd.ch/impots) complète uniquement les cases grisées du « *Compte distinct* » ; les totaux, le résultat comptable, la rubrique « Répartition des frais de financement et d'administration » et le tableau « Répartition du résultat » se calculent automatiquement.

Le « *Compte distinct* » est à compléter de la manière suivante :

- Tableau « Bilan » : il convient d'indiquer séparément les actifs d'exploitation, les participations qualifiées et les participations non qualifiées. Le total des fonds étrangers commerciaux et le capital propre sont indiqués séparément au passif du bilan.
- Tableau « Compte de résultats » : il convient de compléter les différentes rubriques du « *Compte distinct* » en fonction des chiffres ressortant de la comptabilité du contribuable. Dans tous les cas, le résultat net des participations qualifiées commerciales doit être déterminé selon des critères comptables.
  - Colonnes « Charges » / « Produits » : les charges et produits doivent être répartis en fonction des différentes rubriques du « *Compte distinct* ». **A ce stade, les revenus et charges directes des participations concernent toutes les participations commerciales détenues par le contribuable**, qu'elles soient qualifiées ou non.
  - Colonne « *Compte distinct des participations qualifiées* » : cette colonne permet de déterminer le **résultat net effectivement dégagé par les participations qualifiées**

**uniquement.** Les revenus et charges des participations reportés dans cette colonne ne concernent donc que les participations dites qualifiées.

- Rubrique « *Répartition des frais de financement et d'administration* » :
  - Frais de financement : les intérêts des dettes sont notamment compris dans les frais de financement. La délimitation entre intérêts passifs privés et intérêts passifs commerciaux se fait en fonction de l'utilisation effective des fonds étrangers telle que prouvée par le contribuable. Si le contribuable ne peut démontrer l'utilisation effective des fonds, la répartition se fait proportionnellement aux valeurs vénales des actifs qu'il possède.

Les frais de financement se rapportant aux droits de participation qualifiés sont calculés en fonction du rapport existant entre la valeur déterminante pour l'impôt sur le revenu de ces droits et le total des actifs commerciaux. Pour les droits de participation aliénés durant l'exercice, il convient de tenir compte de la part des frais de financement se rapportant à la valeur déterminante pour l'impôt sur le revenu au moment de l'aliénation.
  - Frais d'administration : un montant forfaitaire de 5 % calculé sur la base du résultat comptable dégagé par les participations qualifiées, soit sur la base du résultat du compte distinct avant déduction des frais de financement et des frais d'administration, doit être déduit. Demeure toutefois réservée la déduction des frais effectifs.
- Tableau « *Répartition du résultat* » : ce tableau permet notamment de déterminer le Résultat commercial qui est ensuite reporté sous code 180 ou 185, soit le résultat ressortant de la comptabilité du contribuable diminué du résultat net des participations qualifiées commerciales et des autres rendements de titres et placements de capitaux commerciaux déjà portés sous code 410.

De plus, il permet de déterminer le résultat finalement imposable, respectivement déductible, dégagé par les participations qualifiées commerciales.

Enfin, il permet de déterminer le résultat total finalement imposable provenant de l'activité indépendante du contribuable.

Afin de déterminer le Résultat commercial, le contribuable porte, sous chiffre 1.1, dans les colonnes ICC et IFD pour le même montant, le *Résultat du Compte distinct* de la manière suivante :

- en diminution du Résultat comptable lorsque le Résultat du compte distinct se solde par un bénéfice ;
- en augmentation du Résultat comptable lorsque le Résultat du compte distinct se solde par une perte.

Les rendements des autres titres et placements de capitaux commerciaux déjà mentionnés dans l'*Annexe 01* sont portés, sous chiffre 1.2, en déduction du Résultat comptable. Le Résultat commercial ainsi calculé est reporté sous code 180 ou 185.

Lorsque le ***Résultat du Compte distinct affiche un bénéfice***, ce résultat est reporté, sous chiffre 2, à 60 % dans la colonne relative à l'impôt cantonal et communal (ICC) et à 50 % dans la colonne relative à l'impôt fédéral direct (IFD).

Le rendement net des participations finalement imposable à l'impôt cantonal et communal figurant sous chiffre 2 est reporté dans l'*Annexe 01-1*, au bas du tableau 3 / B.

Lorsque le **Résultat du Compte distinct affiche une perte**, il convient de distinguer :

- La perte consécutive à la déduction d'amortissements ou de provisions, ou à des pertes en capital : la part correspondant à ces charges ou pertes n'est déductible que partiellement et doit être reportée, sous chiffre 3.1, à 60 % dans la colonne relative à l'impôt cantonal et communal (ICC) et à 50 % dans la colonne relative à l'impôt fédéral direct (IFD).
- La perte consécutive à la déduction des frais de financement et d'administration : la part correspondant à ces frais est pleinement déductible. Elle est reportée à 100 % sous chiffre 3.2, colonnes ICC et IFD.

La perte totale sur participations qualifiées ressortant des chiffres 3.1 et/ou 3.2 du « *Compte distinct* », colonne relative à l'impôt cantonal et communal (ICC), est reportée sous code 186 « Perte commerciale non compensée et perte sur participations qualifiées commerciales ».

Le résultat imposable (bénéfice ou perte) figurant sous chiffre 4 du « *Compte distinct* » représente le résultat total finalement imposable provenant de l'activité lucrative indépendante du contribuable, compte tenu de l'imposition partielle du résultat dégagé par les participations qualifiées commerciales.

### *Indications sur la manière de remplir l'Annexe 01-1*

#### **Cases à cocher « Participation privée » / « Participation commerciale »**

Les valeurs faisant partie de la fortune privée du contribuable doivent être désignées par une croix dans la case « Participation privée », au début de chaque ligne concernée. Les valeurs faisant partie de la fortune commerciale doivent être désignées par une croix dans la case « Participation commerciale ».

#### **Rubrique « Taux de détention du capital social »**

Le contribuable indique, en %, sa part au capital-actions ou au capital social de la société à l'échéance du dividende.

#### **Rubrique « Numéro de compte ou de valeur »**

Cette rubrique sert à indiquer le numéro de valeur univoque de la participation. Le contribuable doit mentionner les 8 derniers chiffres ou lettres.

#### **Rubrique « Actions, parts, etc. : nom de la société »**

Cette rubrique sert à indiquer le nom de la société, précédé du code pays ISO correspondant au pays du siège social de la société.

#### **Rubrique « Achat, Vente »**

En plus de la désignation exacte des valeurs, le contribuable indique également la date d'achat ou de vente des titres entrés au portefeuille ou sortis de celui-ci durant l'année.

**Rubrique « Rendements bruts échus en 2017 »**

Les rendements bruts, c'est-à-dire avant déduction de l'impôt anticipé, doivent être indiqués dans le tableau 3 / A si les rendements sont soumis à l'impôt anticipé, respectivement 3 / B si les rendements ne sont pas soumis à l'impôt anticipé.

- *Revenus des titres* : voir les explications figurant en pages 33 et 34 des présentes instructions.
  - *Rendement de la fortune privée* : il s'agit des rendements 2017 provenant des participations qualifiées faisant partie de la fortune privée du contribuable. Ces rendements sont mentionnés pour leur montant brut dans le tableau 3 / A, respectivement 3 / B. Le rendement brut total provenant de telles participations est reporté à 70% sur l'*Annexe 01-1*, au bas du tableau 3 / A, respectivement 3 / B.
  - *Rendements de la fortune commerciale* : il s'agit des rendements 2017 provenant des participations qualifiées faisant partie de la fortune commerciale du contribuable. Ces rendements sont mentionnés pour leur **montant brut** dans le tableau 3 / A, respectivement 3 / B. Le rendement net des participations **finale-ment imposable** à 60%, tel que déterminé sous chiffre 2. du « *Compte distinct* », colonne relative à l'impôt cantonal et communal (ICC), est ensuite reporté sur l'*Annexe 01-1*, au bas du tableau 3 / B. En cas de perte sur participations qualifiées, il y a lieu de reporter le montant figurant sous chiffre 3.1 et / ou 3.2 du « *Compte distinct* » au code 186 « Perte commerciale non compensée et perte sur participations qualifiées commerciales ».
- Si la clôture des exercices ne coïncide pas avec l'année civile**, il faut cependant indiquer les rendements de capitaux échus pendant l'année civile 2017 ; cela est très important pour le remboursement de l'impôt anticipé.
- *Placement de capitaux ayant généré un intérêt négatif* : indiquer un rendement nul et revendiquer la déduction de l'intérêt négatif sous code 610 / 615 (dettes et intérêts passifs, rendements négatifs de placements de capitaux), au moyen de l'*Annexe 02*.
  - *Rendements bruts totaux soumis à l'impôt anticipé* : afin d'obtenir le remboursement de l'impôt anticipé, le contribuable reporte au bas du tableau 3 / A, sous chiffre 5, le total des rendements bruts soumis à l'impôt anticipé. Il reporte ensuite ce total sur l'*Annexe 01*, sous chiffre 3.0 « Décompte de l'impôt anticipé ».



**Compte distinct**

Bilan		Actifs	Passifs
Actifs d'exploitation			Fonds étrangers commerciaux
Participations qualifiées			
Participations non qualifiées			Capital (+) / Découvert (-)
Total des actifs			Total des passifs

Compte de résultats	Charges	Produits	Compte distinct des participations qualifiées
Recettes commerciales			
<b>Revenu des participations :</b>			
• Dividendes			
• Bénéfices d'aliénation			
• Bénéfices de transfert			
• Réévaluations comptables			
• Dissolution des provisions			
Autres revenus professionnels			
Charges commerciales			
Frais de financement			
<b>Charges directes des participations :</b>			
./. Amortissements			
./. Constitution de provisions			
./. Pertes d'aliénation / de transfert			
Autres charges			
<b>Résultat comptable</b> (bénéfice / perte)			
<b>Total</b>			

<b>Répartition des frais de financement et d'administration :</b>		
./. Frais de financement		x en proportion des actifs
./. Frais d'administration	5 % de	
<b>Résultat du Compte distinct</b> (bénéfice / perte)		

Répartition du résultat		ICC	IFD
	Résultat comptable		
1.1	Résultat du Compte distinct		
1.2	./. Rendements des autres titres et placements de capitaux commerciaux déjà mentionnés dans l'Annexe 01		
	<b>Résultat commercial</b> (bénéfice / perte) à reporter sous code 180 ou 185		
2.	<b>+ Rendement net des participations finalement imposable (60 % ICC / 50 % IFD)</b>		
3.1	./. <b>Perte sur participations partiellement déductible (60 % ICC / 50 % IFD)</b>		
3.2	./. <b>Excédent de frais de financement et d'administration déductible à 100 %</b>		
	+ Rendements des autres titres et placements de capitaux commerciaux déjà mentionnés dans l'Annexe 01		
4.	<b>Résultat imposable</b> (bénéfice / perte)		

### Remboursement de l'impôt anticipé

Le formulaire « Etat des titres et autres placements de capitaux et demande d'imputation » permet également d'obtenir le remboursement de l'impôt anticipé retenu en 2017.

- **Domicile**

La demande doit être déposée dans le canton de domicile du contribuable au 31 décembre 2017.

- **Délai de péremption**

Le droit au remboursement de l'impôt anticipé s'éteint s'il n'est pas exercé au plus tard jusqu'à l'expiration de la troisième année civile suivant celle de l'échéance de la prestation. Ainsi, par exemple, le remboursement de l'impôt anticipé retenu sur les rendements échus en 2017 doit être demandé jusqu'au 31 décembre 2020, pour autant que ces rendements aient été déclarés dans la déclaration d'impôt 2017.

Les prolongations de délai accordées pour la remise de la déclaration d'impôt ne libèrent pas de l'obligation de présenter les demandes de remboursement de l'impôt anticipé dans le délai de péremption. Lorsque l'ayant droit est inconnu ou que ce droit lui est contesté, une demande détaillée doit au moins être remise à temps pour que ce délai soit respecté. Cette règle s'applique également au remboursement de la retenue supplémentaire d'impôt en Suisse sur les dividendes et les intérêts américains et à l'imputation forfaitaire d'impôt.

- **Remboursement de l'impôt anticipé**

Le remboursement s'opère par **déduction sur le décompte fixant le solde de l'impôt cantonal 2017**. Le montant à rembourser ou à imputer ne porte pas intérêt, selon les dispositions de la loi fédérale sur l'impôt anticipé. Le montant de la retenue supplémentaire d'impôt USA en Suisse (R-US 164) et celui déterminé par l'imputation forfaitaire d'impôt sont également portés en déduction du décompte de l'impôt cantonal.

- **Obligation de déclarer**

La perception de l'impôt anticipé ou d'un impôt étranger à la source ne libère pas de l'obligation de déclarer les rendements de capitaux et la fortune dont ils découlent. Celui qui ne déclare pas ces éléments s'expose à l'ouverture d'une procédure en soustraction d'impôt. De plus, il perd, le cas échéant, tout droit au remboursement de l'impôt anticipé ainsi que de la retenue supplémentaire d'impôt en Suisse (R-US 164) et de l'imputation forfaitaire d'impôt (IFI).

- **Fortune et revenus de l'enfant mineur**

La fortune de l'enfant mineur au 31 décembre 2017, ainsi que les revenus qui en proviennent, s'ajoutent à ceux du détenteur de l'autorité parentale.

- **Formulaires**

Tous les formulaires mentionnés dans le présent chapitre peuvent être délivrés par l'Office d'impôt du district de votre domicile. De plus, les formulaires concernant la retenue sup-

plémentaire d'impôt USA en Suisse (R-US 164) et l'imputation forfaitaire d'impôt (DA-1 / DA-3) peuvent être téléchargés sur notre site [www.vd.ch/impots](http://www.vd.ch/impots).

- **Cas spéciaux**

- a) Des renseignements relatifs à la déclaration et à la demande de remboursement de l'impôt anticipé concernant les sociétés simples, hoiries / successions non partagées et indivisions, consortiums peuvent être obtenus auprès de l'Administration cantonale des impôts.

Le droit au remboursement de l'impôt anticipé dans les cas de successions non partagées doit être exercé au moyen de la **formule S-167** à adresser à l'Administration cantonale des impôts, Centre de compétences OCIA, route de Berne 46, 1014 Lausanne.

- b) Fonds de rénovation PPE, sociétés en nom collectif, en commandite, associations, fondations et autres personnes morales :

Le droit au remboursement de l'impôt anticipé doit être exercé par la société au moyen de la **formule 25** à adresser à l'Administration fédérale des contributions, Division principale de l'impôt fédéral direct, des droits de timbre et de l'impôt anticipé, Eigerstrasse 65, 3003 Berne.

- **Renseignements**

Tous les renseignements complémentaires peuvent être obtenus auprès de l'Administration cantonale des impôts : Centre d'appels téléphoniques 021 316 00 00 ou répondeur 24 h / 24 h : 021 316 20 91 ou par courriel à [info.aci@vd.ch](mailto:info.aci@vd.ch) ou sur notre site [www.vd.ch/impots](http://www.vd.ch/impots) et celui de l'Administration fédérale des contributions [www.estv.admin.ch](http://www.estv.admin.ch).

## Autres éléments de fortune – Codes 420 à 495

### *Numéraire, billets de banque, or, autres métaux précieux*

**Code 420**

Pour les billets de banque étrangers, ainsi que pour l'or et les autres métaux précieux, le contribuable indique la valeur vénale. Les cours déterminants figurent dans la Liste officielle des cours au 31.12.2017 éditée par l'Administration fédérale des contributions. Vous trouvez cette liste sur les sites internet de l'Administration cantonale des impôts ([www.vd.ch/impots](http://www.vd.ch/impots)) et de l'Administration fédérale des contributions ([www.estv.admin.ch](http://www.estv.admin.ch)) ; elle peut également être obtenue, dès fin janvier, auprès de notre Centre d'appels téléphoniques (021 316 00 00 ou répondeur 24 h / 24 h : 021 316 20 91) ou des Offices d'impôt; vous pouvez aussi en prendre connaissance dans les bureaux de l'Administration cantonale des impôts.

### *Successions non partagées*

**Code 425**

Pour les successions non partagées, il y a lieu de compléter le point 6 de la page 4 de la déclaration, informations complémentaires concernant l'année 2017.

Si la masse des biens comprend un ou des immeubles, chaque membre de la communauté héréditaire doit compléter l'*Annexe 07* pour sa part de propriété (**une formule de l'Annexe 07 par immeuble** ; voir les explications contenues dans les *Instructions complémentaires concernant la propriété immobilière*).

### *Autos, motos, chevaux de selle, collections, bijoux, etc.*

**Code 430**

Entrent dans cette catégorie par exemple les automobiles, bateaux, avions, chevaux de selle, œuvres d'art, bijoux, tableaux, timbres et autres collections, biens immatériels, etc. Le contribuable indique, comme valeur imposable, la valeur vénale.

### *Assurances sur la vie et assurances de rentes*

**Code 435**

Avant d'indiquer un montant sous ce code, le contribuable doit tout d'abord remplir la rubrique C « Assurances sur la vie » se trouvant au dos de l'*Annexe 02*.

#### ● **Ont une valeur de rachat imposable :**

- les assurances ordinaires sur la vie (assurances de capitaux) ;
- les assurances de rentes lorsqu'elles sont constituées avec capital réservé (rachetable), avec restitution des primes ou avec rentes garanties.

Les sociétés d'assurances doivent vous fournir les attestations des valeurs de rachat des assurances-vie, respectivement de rentes, au 31 décembre 2017.

#### ● **N'ont pas de valeur de rachat imposable :**

- Les assurances risque pur (assurances pour lesquelles le capital n'est exigible que si le risque assuré survient pendant la durée d'assurance).

Les prétentions envers les institutions de prévoyance professionnelle (2<sup>e</sup> pilier) et les formes reconnues de prévoyance individuelle liée (pilier 3A – OPP3) ne sont pas soumises à l'impôt sur la fortune. Dès lors, elles ne doivent pas être indiquées sous le code 435 (assurances sur la vie et assurances de rentes), ni dans l'état des titres (*Annexe 01*).

### ***Objets mobiliers***

**Code 440**

Tous les objets mobiliers doivent être annoncés, en règle générale, à hauteur de 50 % de la valeur d'assurance incendie. Une déduction de Fr. 56 000.– est admise pour les contribuables imposés séparément et de Fr. 112 000.– pour les époux vivant en ménage commun ; ces montants correspondent à la valeur du mobilier de ménage qui n'est pas imposable.

### ***Autre fortune et revenus de fortune***

**Code 445**

Tout élément de fortune, et son rendement, non spécifiés dans l'une des rubriques de la déclaration d'impôt doivent être déclarés ici. La nature de ces éléments est indiquée.

### ***Animaux et matériel (pour les exploitants du sol)***

**Code 450**

Se référer aux *Instructions complémentaires destinées aux exploitants du sol*, qui peuvent être obtenues auprès des Offices d'impôt, consultées sur notre site [www.vd.ch/impots](http://www.vd.ch/impots) ou demandées au Centre d'appels téléphoniques (021 316 00 00 ou répondeur 24h/24h : 021 316 20 91) ou par courriel à [info.aci@vd.ch](mailto:info.aci@vd.ch).

### ***Fortune placée dans des sociétés de personnes***

**Code 460**

La fortune placée dans une société en nom collectif ou en commandite simple doit être déclarée conformément aux indications du questionnaire rempli par la société.

### ***Autres actifs d'exploitation sauf immeubles et placements commerciaux***

**Code 465**

Entrent sous ce code tous les éléments de fortune commerciale, ou utilisés de manière prépondérante à l'exploitation d'une raison individuelle, à l'exclusion des immeubles et des titres commerciaux qu'il y a lieu d'annoncer respectivement sous les codes 510 (immeubles commerciaux) et 410 (titres et autres placements).

Se référer aux *Instructions complémentaires destinées aux indépendants*. En ce qui concerne les associés (associés, commanditaires et commandités) des sociétés de personnes, se référer au code 460 (fortune placée dans des sociétés de personnes).

### ***Déduction des intérêts de capitaux d'épargne***

**Code 480**

Les intérêts de capitaux d'épargne provenant de la fortune privée (carnets d'épargne, livrets de dépôts, comptes courants, comptes postaux, obligations suisses ou étrangères, bons de

caisse, prêts hypothécaires ou autres) sont déductibles jusqu'à concurrence de Fr. 1 600.– pour le contribuable célibataire, veuf, séparé ou divorcé et de Fr. 3 200.– pour les époux vivant en ménage commun.

La déduction est augmentée de Fr. 300.– pour chaque enfant à charge du contribuable.

**Ne sont pas déductibles, les rendements provenant d'actions, de fonds de placement et d'autres produits similaires n'ayant pas le caractère d'épargne et les rendements provenant de la fortune commerciale.**

• **Exemples des déductions maximales :**

Célibataire, veuf, séparé, divorcé	Fr. 1 600.–
Célibataire, veuf, séparé, divorcé avec 1 enfant	Fr. 1 900.–
Célibataire, veuf, séparé, divorcé avec 2 enfants	Fr. 2 200.–
Couple sans enfant	Fr. 3 200.–
Couple avec 1 enfant	Fr. 3 500.–
Couple avec 2 enfants	Fr. 3 800.–
Couple avec 3 enfants	Fr. 4 100.–
Couple avec 4 enfants	Fr. 4 400.–

Cette déduction n'est accordée que lorsque des intérêts de capitaux d'épargne figurent sous le code 410 (titres et autres placements) et elle ne peut en aucun cas dépasser lesdits revenus.

### *Frais d'administration de titres*

**Code 490**

Il s'agit notamment des frais de garde et d'administration ordinaire des titres et autres placements de capitaux, frais de dépôt, frais d'encaissement, frais d'affidavit, etc. N'est par contre pas admise la déduction de frais qui ne concernent pas l'administration proprement dite (par ex. commissions et frais pour l'achat ou la vente de titres, frais pour conseils en matière de placements ou en matière d'impôts, honoraires de gestion). Par mesure de simplification, l'autorité fiscale admet, en règle générale, sans justification, une déduction forfaitaire correspondant à  $1,5\frac{0}{100}$  de la valeur des titres et autres placements de capitaux privés déclarés sous code 410, dont la gestion est confiée à des tiers.

**Ne sont pas admises :** la rémunération du travail personnel effectué par le contribuable et la déduction des frais pour l'établissement de la déclaration d'impôt et de ses annexes, etc.

### *Mises dans les loteries*

**Code 495**

Lorsque le contribuable réalise un gain de loterie imposable (soit un gain supérieur à Fr. 1 000.–), il peut déduire, à titre de mises, un forfait de 5% de chaque gain déclaré, mais au maximum Fr. 5 000.– par gain.

**Droit d'habitation gratuit, sous-location, etc.****Code 530****Exemples :**

- Le bénéficiaire d'un droit d'habitation concédé à titre gratuit doit déclarer un montant correspondant au maximum à la valeur locative.
- Le revenu provenant de la sous-location d'appartements ou de chambres est inscrit à son montant net (en cas de logement meublé, les loyers sont ordinairement indiqués à raison de 80 % du montant encaissé, ceci afin de tenir compte de l'usure de l'ameublement et des frais d'entretien plus élevés de tels appartements).

Les autorités fiscales sont en droit d'exiger des pièces justificatives.

**Dettes et intérêts passifs, rendements négatifs  
de placements de capitaux****Codes 610 et 615**

Afin de remplir les cases des codes 610 et 615, il faut au préalable compléter l'*Annexe 02* « Etat des dettes, rendements négatifs de placements de capitaux et Assurances ».

Le contribuable qui demande la déduction d'intérêts passifs, respectivement de rendements négatifs de placements de capitaux échus en 2017 doit porter dans l'*Annexe 02* le détail des intérêts et des dettes auxquels il se rapporte, avec indication des créanciers (noms, prénoms, domiciles, qu'ils résident en Suisse ou à l'étranger). A défaut, ces déductions seront refusées.

Les intérêts passifs privés sont déductibles jusqu'à concurrence du rendement brut de la fortune augmenté d'un montant de Fr. 50 000.–.

Les rendements négatifs de placements de capitaux sont déclarés en référence à un élément de fortune déclaré sans rendement dans l'état des titres.

L'amortissement des dettes n'est pas déductible.

Les intérêts sur crédit de construction sont considérés, en règle générale, comme des dépenses d'investissement qui augmentent le prix de revient de l'immeuble et ne peuvent donc pas être déduits du revenu.

Les versements périodiques découlant de contrats de leasing sont considérés comme des loyers et, de ce fait, ne sont pas déductibles.

Les intérêts versés à des personnes domiciliées à l'étranger qui sont titulaires ou usufruitières de créances garanties par un gage immobilier ou un nantissement sur des immeubles dans le canton doivent faire l'objet d'une imposition à la source. L'impôt doit alors être retenu par celui qui verse les intérêts conformément aux directives que l'on peut obtenir auprès de l'Administration cantonale des impôts.

Le total des intérêts des dettes commerciales doit correspondre aux montants comptabilisés et être inclus dans le revenu déclaré sous codes 180, 185 ou 190 (activité indépendante principale ou accessoire, société en nom collectif / commandite).

## Déductions spéciales sur le revenu – Codes 618 à 720

### *Frais de formation, de perfectionnement et de reconversion*

**Code 618**

Le contribuable qui revendique la déduction de frais de formation, de perfectionnement et de reconversion, à des fins professionnelles, doit compléter l'*Annexe 04*.

Ces frais sont déductibles pour un montant maximal de Fr. 12 000.– par période fiscale (couples vivant en ménage commun : Fr. 12 000.– par contribuable, soit au maximum Fr. 24 000.–), s'il ne s'agit pas de formation initiale. Cette déduction est admise si le contribuable est titulaire d'un diplôme de degré secondaire II, ou qu'il a atteint l'âge de 20 ans et qu'il suit une formation visant l'obtention d'un diplôme autre qu'un premier diplôme du degré secondaire II.

Les diplômes du degré secondaire II sont les suivants : maturité gymnasiale, maturité spécialisée, maturité professionnelle, baccalauréats internationaux, certificat d'une école de culture générale, certificat fédéral de capacité, attestation fédérale de formation professionnelle, certificat des autres professions, certificat d'une école supérieure de commerce et le certificat de formation élémentaire professionnelle.

Les frais engagés pour une activité de loisirs ou par pur intérêt personnel ne sont pas déductibles.

Seuls les frais de perfectionnement et de formation que le contribuable a lui-même supportés sont déductibles. Cela suppose que l'employeur ou des tiers (fondations) ne les aient pas pris en charge.

Ces frais sont déductibles l'année durant laquelle la formation est suivie.

### *Rentes et charges durables et versements à des partis politiques*

**Code 620**

Le contribuable qui revendique la déduction de rentes et charges durables et / ou de versements en faveur de partis politiques complète le verso de l'*Annexe 05*.

### *Rentes et charges durables*

Peuvent être déduites :

- à hauteur de 40%, les rentes viagères dérivant d'obligations légales ou contractuelles, ou d'obligations qui résultent de dispositions pour cause de mort, notamment les rentes légales découlant de la responsabilité civile et les rentes servies à des employés ou domestiques en raison d'un contrat ou d'un testament ;
- les charges durables telles que les dépenses afférentes à une charge foncière (art. 782 du Code civil) ou à une servitude foncière (art. 730 ss du Code civil), notamment les rentes pour l'octroi d'un droit de superficie (art. 779 du Code civil). Le propriétaire d'un immeuble grevé d'un droit d'habitation concédé à titre gratuit n'indique plus la valeur de ce droit sous ce code (pour plus d'explications, se référer aux *Instructions complémentaires concernant la propriété immobilière*).



### *Versements en faveur de partis politiques*

Le contribuable peut déduire ses cotisations et versements en faveur d'un parti politique à concurrence d'un montant de **Fr. 10 100.–** par an lorsque le parti politique bénéficiaire répond à l'une des conditions suivantes :

- être inscrit au registre des partis conformément à l'art. 76a de la loi fédérale du 17 décembre 1976 sur les droits politiques,
- être représenté dans un parlement cantonal,
- avoir obtenu au moins 3 % des voix lors des dernières élections au parlement d'un canton.

### *Pension alimentaire*

**Code 630**

La pension alimentaire versée au conjoint séparé ou divorcé ainsi que les contributions d'entretien versées au détenteur de l'autorité parentale pour les **enfants mineurs** dont il a la garde sont déductibles à 100 %.

Le contribuable doit compléter le tableau B du point 1 des informations complémentaires figurant à la page 4 de la déclaration d'impôt.

Dès le mois suivant la majorité d'un enfant, les contributions d'entretien versées pour ce dernier ne peuvent plus être déduites. Cependant, en cas d'entretien comparable par les deux parents, un partage par moitié de la part de 0,5 du quotient familial est réservé.

Les autres rentes bénévoles et les rentes dues en raison d'une obligation d'entretien reposant sur le droit de la famille ne sont pas déductibles.

### *Cotisations AVS / AI / APG / AC versées par des personnes sans activité lucrative*

**Code 640**

Les cotisations AVS / AI / APG / AC versées par des personnes n'exerçant pas d'activité à but lucratif sont déductibles. En revanche, les cotisations versées par les employeurs pour le personnel qui est à leur service privé ne peuvent être déduites.

### *Déduction sociale pour le logement*

**Code 660**

La déduction sociale pour le logement affecté au **domicile principal** du contribuable est autorisée, tant pour le propriétaire que pour le locataire, dans une mesure limitée.

La déduction sociale pour le logement est égale à la différence entre :

- le montant du loyer net **sans les charges** [ou du chiffre 10 (11) de la détermination de **la valeur locative du logement principal** ressortant de l'*Annexe 07*] et
- les **20 % du revenu net** déclarés sous **code 650** de la déclaration.

Le montant annuel maximum du loyer / valeur locative déterminant ne peut pas excéder :

- Fr. 10 400.– pour le contribuable célibataire, veuf, séparé ou divorcé.
- Fr. 12 900.– pour les époux vivant en ménage commun ainsi que pour le parent célibataire, veuf, séparé ou divorcé tenant un ménage indépendant seul avec un enfant à charge.

Ces montants sont augmentés de Fr. 3 500.– par enfant dont l'entretien complet est assuré par le contribuable.

**La déduction ne peut cependant être supérieure à Fr. 6 400.– pour l'année 2017.**

Exemple et schéma de calcul

Couple avec 2 enfants	Loyer supérieur au maximum	Loyer inférieur au maximum	Votre propre cas
Code 650 de la déclaration	50 000	50 000	.....
Maximum déterminant	19 900	19 900	.....
Loyer annuel / valeur locative	32 000	12 000	.....
20% du code 650	— 10 000	— 10 000	.....
Différence	9 900	2 000	.....
Déduction autorisée	6 400	2 000	.....

Le contribuable qui demande une telle déduction indique, à l'emplacement de la déclaration prévu à cet effet, le montant du loyer **effectivement payé durant l'année, sans les charges**, ou la valeur locative de son logement principal. L'autorité de taxation se réserve le droit de demander la production de justificatifs.

Déduction pour frais de garde

Code 670

Une déduction de **7 100 francs au maximum** est octroyée au contribuable vivant en ménage commun avec un enfant dont il **assure l'entretien** et qui **est âgé de moins de quatorze ans révolus**, lorsque les frais de garde (crèche, maman de jour, etc.) sont supportés parce que :

- les parents mariés, vivant en ménage commun, exercent tous deux une activité lucrative ;
- le parent célibataire, veuf, séparé ou divorcé, vivant en ménage commun avec son(ses) enfant(s) à charge, exerce une activité lucrative.

Il en va de même en cas de formation ou d'incapacité de gain.

L'abattement est accordé pour autant que la garde soit assurée par un tiers, que les frais supportés puissent être documentés et qu'ils soient consentis durant le temps d'exercice de l'activité lucrative, de la formation ou du fait de l'incapacité de gain du contribuable.

Déduction pour personne à charge

Code 680

Une déduction de Fr. 3 200.– est accordée pour chaque personne à charge du contribuable incapable d'exercer une activité lucrative et dont les ressources sont inférieures au seuil du minimum vital, à l'exception de celles qui vivent dans son propre ménage et peuvent y rendre régulièrement des services (voir page 7).

Pour pouvoir prétendre à une telle déduction, le montant effectif de l'aide accordée par le contribuable **doit atteindre au minimum Fr. 3 200 francs par personne et par an**. Cette déduction ne peut être cumulée avec celle opérée sous code 630 (pension alimentaire) de la déclaration d'impôt.

Le contribuable fait figurer ces personnes sur l'*Annexe 03*. Il faut compléter les rubriques prévues à cet effet en précisant le montant effectif annuel de l'aide.

Par ailleurs, la personne à charge n'influence pas le calcul des parts résultant de la situation de famille servant à fixer le revenu déterminant pour le taux d'imposition (quotient familial).

Sur demande de l'autorité fiscale, le contribuable doit être en mesure de fournir les **preuves des versements** effectués durant l'année et d'établir la **situation d'indigence** de la personne à charge.

### Déduction pour contribuable modeste

**Code 695**

Pour la situation de famille déterminante, voir rubrique « Revenu déterminant pour le taux d'imposition (quotient familial) », page 57.

### **A) Contribuable célibataire, veuf, séparé, divorcé, sans enfant ou avec enfant à charge avec lequel il ne tient pas un ménage indépendant seul et couple marié sans enfant ou avec enfant à charge.**

- **Contribuable ayant droit à la déduction**

Cette rubrique concerne les contribuables dont les revenus figurant sous code 690 de la déclaration sont inférieurs aux limites ci-après :

- **Tableau 1a : Revenu ne donnant plus droit à une déduction**

Nombre de personne(s) composant la famille							
1	2	3	4	5	6	7	+ 1 pers.
47 900	57 800	67 700	77 600	87 500	97 400	107 300	+ 9 900

- **Exemple :**

Pour un couple marié avec un enfant, soit une famille de 3 personnes, un revenu sous code 690, égal ou supérieur à Fr. 67 700.-, ne donne plus droit à la déduction.

### Montant maximum de la déduction

**1a :** Le montant maximum de la déduction dépend du nombre de personnes composant la famille, il est fixé comme suit :

- **Tableau 2 a : Montant maximum de la déduction**

Nombre de personne(s) composant la famille							
1	2	3	4	5	6	7	+ 1 pers.
16 000	19 300	22 600	25 900	29 200	32 500	35 800	+ 3 300

**B) Contribuable célibataire, veuf, séparé, divorcé tenant un ménage indépendant seul avec enfant(s) à charge.**

• **Contribuable ayant droit à la déduction**

Cette rubrique concerne les contribuables dont les revenus figurant sous code 690 de la déclaration sont inférieurs aux limites ci-après :

• **Tableau 1 b : Revenu ne donnant plus droit à une déduction**

Nombre de personne(s) composant la famille							
1	2	3	4	5	6	7	+ 1 pers.
—	63 800	73 700	83 600	93 500	103 400	113 300	+ 9 900

• **Exemple**

Pour un contribuable célibataire, veuf, séparé ou divorcé tenant un ménage indépendant seul avec un enfant à charge, soit une famille de 2 personnes, un revenu, sous code 690, égal ou supérieur à Fr. 63 800.– ne donne plus droit à la déduction.

**Montant maximum de la déduction**

**1b :** Le montant maximum de la déduction dépend du nombre de personnes composant la famille, il est fixé comme suit :

• **Tableau 2b : Montant maximum de la déduction**

Nombre de personne(s) composant la famille							
1	2	3	4	5	6	7	+ 1 pers.
—	21 300	24 600	27 900	31 200	34 500	37 800	+ 3 300

Lorsque le nombre de personnes composant la famille est supérieur à 7, la déduction maximale est augmentée de Fr. 3 300.– pour chaque personne supplémentaire.

• **Calcul de la déduction pour les catégories « A » et « B » ci-dessus**

La déduction pour contribuable modeste ne peut pas être supérieure au montant porté sous code 690. Si ce revenu est inférieur aux montants figurant dans les tableaux 2a ou 2b, la déduction sous code 695 est donc égale au code 690.

La déduction pour contribuable modeste diminue au fur et à mesure que le revenu déclaré sous code 690 augmente. Ainsi, lorsque le revenu déclaré sous code 690 excède la déduction maximum, cette dernière est réduite. La réduction est égale à la moitié de l'excédent (voir exemple ci-après).

● Exemple de détermination du code 695 pour un contribuable marié avec deux enfants :

Exemple : contribuable marié, 2 enfants				Votre propre cas		
Données nécessaires au calcul de la déduction	Code 690 ↓	Nombre de personne(s) composant la famille	Déduction (tableau 2a)	Code 690 ↓	Nombre de personne(s) composant la famille	Déduction (tableau 2a ou 2b)
	49 295	4	25 900	.....	.....	.....
<b>Calcul</b>						
Code 690	49 295		↓	.....		↓
Déduction maximale	– 25 900		25 900	– .....	←	.....
Différence	23 395			.....	↓	
50 % du chiffre ci-dessus	↓ 11 698	→ arrondi*	→ – 11 700	.....	→ arrondi*	→ .....
Déduction à reporter sous <b>code 695</b>			<b>14 200</b>			.....

\* Arrondi selon les principes commerciaux (de 1 à 49 réduire à la centaine inférieure, de 50 à 99 augmenter à la centaine supérieure).

Frais médicaux et dentaires – Frais liés à un handicap

Code 710

Le contribuable peut déduire de son revenu net soumis à l'impôt cantonal (code 700) la part des frais provoqués par la maladie ou les accidents du contribuable, ou d'une personne à l'entretien de laquelle il subvient et qui est légalement à sa charge, lorsqu'il supporte lui-même ces frais et que ceux-ci excèdent 5 % du montant figurant sous **code 700** de la déclaration. Par frais susceptibles d'être admis en déduction pour l'impôt cantonal et communal, il faut entendre les frais pharmaceutiques (pour autant qu'ils résultent de prescriptions médicales), les frais de médecin, d'oculiste et de dentiste ainsi que le coût des mesures usuelles et nécessaires que le contribuable doit supporter du fait de maladie ou d'un accident (prothèse dentaire, lunettes, etc.).

Contrairement aux frais médicaux ordinaires qui ne sont déductibles que de façon limitée, les frais reconnus découlant d'un handicap sont entièrement déductibles (sans franchise) dans la mesure où la personne handicapée répond aux critères énoncés par la loi sur l'égalité pour les handicapés et que le contribuable supporte lui-même ces frais. Est considérée comme personne handicapée, au sens de cette loi, toute personne souffrant d'une déficience corporelle, mentale ou psychique présumée durable, de sorte qu'elle ne peut pas ou a des difficultés à accomplir les actes de la vie quotidienne, à entretenir des contacts sociaux, à se mouvoir, à se former, à se perfectionner ou à exercer une activité professionnelle.

Sont ainsi notamment déductibles à ce titre les frais d'aides ménagères, les frais d'accueil en unités spécialisées, les frais pour thérapies pédagogiques et mesures sociales de réhabilitation, les frais de transports entre le domicile et le médecin / unité d'accueil effectués par

un tiers spécialisé, les frais d'aménagement de l'appartement et du véhicule, les frais d'acquisition et d'entretien d'un chien d'aveugle, les frais d'acquisition de moyens auxiliaires et vêtements spéciaux (par ex. couches, articles pour stomisés), les frais d'écologie en institut spécialisé. Le contribuable qui fait valoir de telles dépenses doit être en mesure de fournir les justificatifs, ainsi qu'une attestation certifiant l'invalidité.

A la place des frais qu'elles ont effectivement supportés, les personnes handicapées peuvent prétendre à une déduction forfaitaire annuelle de :

- Fr. 2 500.–, pour les bénéficiaires d'une allocation pour impotence faible ;
- Fr. 5 000.–, pour les bénéficiaires d'une allocation pour impotence moyenne ;
- Fr. 7 500.–, pour les bénéficiaires d'une allocation pour impotence grave.

De plus, les sourds, les personnes devant subir régulièrement des dialyses et les personnes stomisées, pour autant qu'elles soient considérées comme handicapées, peuvent prétendre à une déduction forfaitaire annuelle de Fr. 2 500.– par type de handicap, qu'elles perçoivent ou non une allocation pour impotence.

Enfin, pour le contribuable qui revendique des frais liés à un séjour en institution, il doit être tenu compte d'une part de dépenses d'entretien courant, non déductible au titre de frais de handicap, respectivement de frais médicaux.

Pour tout renseignement complémentaire relatif à la déduction de ces différents frais, vous pouvez vous référer à la *Directive sur la déductibilité des frais de maladie et d'accident et des frais liés à un handicap*, disponible sur notre site [www.vd.ch/impots](http://www.vd.ch/impots) ou auprès du Centre d'appels téléphoniques au 021 316 00 00 ou répondeur 24 h / 24 h : 021 316 20 91 ou par courriel à [info.aci@vd.ch](mailto:info.aci@vd.ch).

Pour faire valoir la déduction de ses frais médicaux et / ou frais liés à un handicap, le contribuable complète le recto de la formule détachable « *Annexe 05* » qu'il remet spontanément avec sa déclaration d'impôt.

La date du paiement est déterminante. **Les frais invoqués doivent être diminués, le cas échéant, des montants pris en charge par des tiers (assurances, contributions AVS / AI pour moyens auxiliaires, etc...).**

### *Dons à des institutions d'utilité publique*

**Code 720**

Le contribuable peut déduire les dons faits en espèces ou sous forme d'autres valeurs patrimoniales (à l'exclusion des prestations sous forme de travail) à des personnes morales qui ont **leur siège en Suisse** et qui sont exonérées d'impôts en raison de leur but de service public ou d'utilité publique. Les dons effectués en faveur de la Confédération, des cantons, des communes et de leurs établissements sont déductibles dans la même mesure.

La déduction est plafonnée à concurrence de 20 % du revenu net diminué des déductions sociales (code 700) à condition que le montant global des dons versés pendant l'année fiscale s'élève au moins à Fr. 100.–.

Les contributions statutaires des membres d'associations ou les versements auxquels la personne morale a droit ne sont pas assimilables à des dons fiscalement déductibles. En effet, ces versements sont faits à titre privé et ne peuvent être déduits fiscalement.

Pour faire valoir la déduction pour dons, le contribuable doit compléter le verso de la **formule détachable « Annexe 05 »**.

Les versements effectués en faveur d'Eglises et de leurs paroisses, de même qu'en faveur d'institutions à but culturel, ne sont pas déductibles, ces institutions étant exonérées selon les dispositions de l'article 90, alinéa 1, lettre d, respectivement lettre h, de la loi du 4 juillet 2000 sur les impôts directs cantonaux.

A titre d'exemple, les versements aux institutions suivantes sont admis en déduction : Ligue vaudoise contre le cancer, Croix-Rouge, Secours d'hiver, Pro Juventute, les musées, les hôpitaux publics et toutes les autres institutions exonérées qui affectent leurs revenus à l'assistance des pauvres, des malades, des enfants ou à d'autres buts d'utilité publique.

Le contribuable qui désire faire un don important à une institution, ayant son siège dans le canton de Vaud, devrait prendre contact au préalable avec l'Administration cantonale des impôts (021 316 00 00), afin d'éviter tout malentendu au sujet du droit à la déduction.

Pour les institutions localisées dans les autres cantons, l'autorité fiscale se réserve le droit de demander au contribuable de fournir une attestation d'exonération de l'institution concernée.

### *Déduction pour famille*

**Code 725**

Une déduction supplémentaire pour famille est accordée aux époux vivant en ménage commun, ainsi qu'au contribuable célibataire, veuf, séparé ou divorcé pour autant qu'il tienne un ménage indépendant seul avec un enfant mineur, en apprentissage ou aux études, dont il assure l'entretien complet.

Lorsque le revenu net déclaré sous code 650 ne dépasse pas Fr. 119 200.–, la déduction supplémentaire pour famille s'élève à :

- Fr. 1 300.– pour les époux vivant en ménage commun ;
- Fr. 2 700.– pour le contribuable célibataire, veuf, séparé ou divorcé tenant un ménage indépendant seul avec un enfant à charge pour lequel il bénéficie d'une part de 0,5 sous code 810 ;
- Fr. 1 000.– pour chaque enfant à charge pour lequel les époux ou le parent bénéficie d'une part de 0,5 sous code 810.

Lorsque le revenu net déclaré sous code 650 dépasse la limite de Fr. 119 200.–, le montant de la déduction diminue de Fr. 100.– pour chaque tranche de revenu net de Fr. 2 000.– dépassant Fr. 119 200.– et jusqu'à Fr. 155 200.–.

Au-delà de Fr. 155 200.–, le montant de la déduction diminue de Fr. 100.– pour chaque tranche de revenu net de Fr. 1 000.– dépassant Fr. 155 200.–.

• Exemple 1

Epoux vivant en ménage commun avec deux enfants mineurs à charge pour lesquels il bénéficie d'une part de 0,5 chacun sous code 810.

**Calcul de la déduction**

Déduction maximale autorisée : Fr. 1 300.– + Fr. 1 000.– + Fr. 1 000.– = Fr. 3 300.–.

Lorsque le revenu net déclaré sous code 650 ne dépasse pas Fr. 119 200.–, la déduction maximale de Fr. 3 300.– est admise.

Lorsque le revenu net déclaré sous code 650 dépasse la limite de Fr. 119 200.–, mais n'excède toutefois pas Fr. 155 200.–, la déduction maximale diminue de la manière suivante :

Revenu		Diminution de Fr. 100.– par tranche de Fr. 2 000.– dépassant Fr. 119 200.–, jusqu'à Fr. 155 200.–.	Déduction pour famille admise
de	à		
119 200	121 199	0	Fr. 3 300.–
121 200	123 199	1 x Fr. 100.–	Fr. 3 200.–
123 200	125 199	2 x Fr. 100.–	Fr. 3 100.–
125 200	127 199	3 x Fr. 100.–	Fr. 3 000.–
151 200	153 199	16 x Fr. 100.–	Fr. 1 700.–
153 200	155 199	17 x Fr. 100.–	Fr. 1 600.–
155 200		18 x Fr. 100.–	Fr. 1 500.–

Lorsque le revenu net déclaré sous code 650 excède Fr. 155 200.–, la déduction maximale diminue de la manière suivante :

Revenu		Diminution de Fr. 100.– par tranche de Fr. 2 000.– jusqu'à Fr. 155 200.–, puis diminution de Fr. 100.– par tranche de Fr. 1 000.– au-delà de Fr. 155 200.–.	Déduction pour famille admise
de	à		
155 200	156 199	18 x Fr. 100.–	Fr. 1 500.–
156 200	157 199	18 x Fr. 100.– + 1 x Fr. 100.–	Fr. 1 400.–
157 200	158 199	18 x Fr. 100.– + 2 x Fr. 100.–	Fr. 1 300.–
158 200	159 199	18 x Fr. 100.– + 3 x Fr. 100.–	Fr. 1 200.–
dès 170 200		18 x Fr. 100.– + 15 x Fr. 100.–	Fr. 0.–

• Exemple 2

Contribuable célibataire, veuf, séparé ou divorcé tenant un ménage indépendant seul avec deux enfants à charge pour lesquels il bénéficie d'une part de 0,5 chacun sous code 810.

**Calcul de la déduction**

Déduction maximale autorisée : Fr. 2 700.– + Fr. 1 000.– + Fr. 1 000.– = Fr. 4 700.–.

Lorsque le revenu net déclaré sous code 650 ne dépasse pas Fr. 119 200.–, la déduction maximale de Fr. 4 700.– est admise.



### • Exemple 3

Contribuable célibataire, veuf, séparé ou divorcé ayant deux enfants à charge avec lesquels il ne tient pas un ménage indépendant seul et pour lesquels il bénéficie d'une part de 0,5 chacun sous code 810.

#### Calcul de la déduction

Déduction maximale autorisée : Fr. 1 000.– + Fr. 1 000.– = Fr. 2 000.–.

Lorsque le revenu net déclaré sous code 650 ne dépasse pas Fr. 119 200.–, la déduction maximale de Fr. 2 000.– est admise.

### Revenu et fortune imposables à l'impôt cantonal et communal

**Code 800**

Pour la détermination du **revenu imposable**, les fractions inférieures à Fr. 100.– sont abandonnées.

Pour la détermination de la **fortune imposable**, les fractions inférieures à Fr. 1 000.– sont abandonnées. La fortune nette n'est pas soumise à l'impôt si son montant n'atteint pas Fr. 56 000.– ; ce montant est de Fr. 112 000.– pour les époux vivant en ménage commun.

### Parts résultant de la situation de famille

**Codes 810 et 820**

#### • Revenu déterminant pour le taux d'imposition (quotient familial)

Le revenu déterminant pour le taux d'imposition correspond au revenu imposable du contribuable, divisé par le total des parts résultant de sa situation de famille au 31 décembre, ou au jour où cesse l'assujettissement.

Les parts sont les suivantes :

- 1,0 pour le contribuable célibataire, veuf, séparé ou divorcé.
- 1,8 pour les époux vivant en ménage commun.
- 1,3 pour le contribuable célibataire, veuf, séparé ou divorcé, **pour autant qu'il tienne un ménage indépendant seul** avec un enfant mineur, en apprentissage ou aux études, dont il assure l'entretien complet ; l'exercice conjoint de l'autorité parentale ne conduit pas à l'octroi de plusieurs parts de 1,3 ; **les personnes qui vivent en concubinage avec ou sans enfant ne peuvent pas prétendre à la part de 1,3.**
- 0,5 pour chaque enfant mineur, en apprentissage ou aux études, dont le contribuable assure l'entretien complet. **Il ne peut pas être accordé plus d'une part de 0,5 par enfant**, quelle que soit la situation de famille. A certaines conditions, un partage par moitié de la part de 0,5 entre les deux parents imposés séparément est réservé.

La réduction du revenu déterminant pour le taux, octroyée à ce titre, est plafonnée (blocage des effets du quotient familial).

*Revenu déterminant pour le taux (quotient familial)*

**Code 820**

**Couple marié, sans enfant**

- Calcul du revenu déterminant pour le taux

Le revenu déterminant pour le taux correspond au résultat de la division du revenu imposable par la part de 1,8 ; **ce quotient n'est jamais plafonné.**

- **Exemple**

Couple marié sans enfant, revenu imposable de Fr. 220 000.—.

**Calcul du revenu déterminant pour le taux**

Fr. 220 000.— divisés par 1,8 = Fr. 122 222.— arrondis à Fr. 122 200.—.

L'imposition sera effectuée sur un revenu de **Fr. 220 000.— au taux qui s'applique à un revenu de Fr. 122 200.—.**

**Couple marié avec enfant(s) à charge**

Lorsque le revenu imposable n'excède pas ceux mentionnés ci-dessous, le revenu déterminant pour le taux correspond au résultat de la division du revenu imposable par le total des parts résultant de la situation de famille :

Avec	Revenu imposable inférieur ou égal à fr.		Total des parts résultant de la situation de famille
1 enfant	200 900	$1,8 + 0,5 =$	2,3
2 enfants	223 200	$1,8 + 1,0 =$	2,8
3 enfants	245 500	$1,8 + 1,5 =$	3,3
4 enfants	267 800	$1,8 + 2,0 =$	3,8
5 enfants	290 100	$1,8 + 2,5 =$	4,3

- **Exemple**

Couple marié avec quatre enfants à charge, revenu imposable Fr. 230 000.—.

**Calcul du revenu déterminant pour le taux**

Fr. 230 000.— divisés par 3,8 = Fr. 60 526.—, arrondis à Fr. 60 500.—.

L'imposition sera effectuée sur un revenu de **Fr. 230 000.— au taux qui s'applique à un revenu de Fr. 60 500.—.**

Lorsque le **revenu imposable est supérieur** à ceux mentionnés ci-dessous, le revenu déterminant pour le taux de l'impôt correspond au résultat de la division du revenu imposable par la part de 1,8, duquel il convient encore de déduire un montant pour enfant(s) à charge :

Avec	Revenu imposable supérieur à fr.		Montant maximum déductible en fr.
1 enfant	200 900		24 263
2 enfants	223 200		44 286
3 enfants	245 500		61 995
4 enfants	267 800		78 304
5 enfants	290 100		93 702

#### • Exemple

Couple marié avec quatre enfants à charge, revenu imposable Fr. 300 000.–.

#### Calcul du revenu déterminant pour le taux

300 000 fr. divisés par 1,8 =	Fr. 166 666.–
Montant maximum déductible selon tableau	Fr. – 78 304.–
Revenu déterminant pour le taux	Fr. 88 362.– arrondis à
	Fr. 88 300.–

L'imposition sera effectuée sur un revenu de: **Fr. 300 000.– au taux qui s'applique à un revenu de Fr. 88 300.–.**

### Contribuable célibataire, veuf, séparé ou divorcé tenant un ménage indépendant seul avec enfant(s) à charge

Lorsque **le revenu imposable n'excède pas** les sommes mentionnées ci-dessous, le revenu déterminant pour le taux correspond au résultat de la division du revenu imposable par le total des parts résultant de la situation de famille :

Avec	Revenu imposable inférieur ou égal à fr.		Total des parts résultant de la situation de famille
1 enfant	200 900	1,3 + 0,5 =	1,8
2 enfants	223 200	1,3 + 1,0 =	2,3
3 enfants	245 500	1,3 + 1,5 =	2,8

#### • Exemple

Conjoint séparé tenant un ménage indépendant seul avec deux enfants mineurs dont il assure l'entretien complet, revenu imposable de Fr. 195 000.–.

#### Calcul du revenu déterminant pour le taux

Fr. 195 000.– divisés par 2,3 = Fr. 84 782.–, arrondis à Fr. 84 700.–.

L'imposition sera effectuée sur un revenu de **Fr. 195 000.– au taux qui s'applique à un revenu de Fr. 84 700.–.**

Lorsque **le revenu imposable est supérieur** à ceux mentionnés dans le tableau ci-dessous, le revenu déterminant pour le taux correspond au résultat de la division du revenu imposable par la part de 1,3, duquel il convient encore de déduire un montant pour enfant(s) à charge :

Avec	Revenu imposable supérieur à fr.		Montant maximum déductible en fr.
1 enfant	200 900		42 927
2 enfants	223 200		74 649
3 enfants	245 500		101 168

• **Exemple**

Contribuable séparé tenant un ménage indépendant seul avec deux enfants dont il assure l'entretien complet, revenu imposable Fr. 250 000.–.

**Calcul du revenu déterminant pour le taux**

Fr. 250 000.– divisés par 1,3 =	Fr. 192 307.–
Montant maximum déductible selon tableau	Fr. – 74 649.–
Revenu déterminant pour le taux	Fr. 117 658.– arrondis à
	Fr. 117 600.–

L'imposition sera effectuée sur un revenu de: **Fr. 250 000.– au taux qui s'applique à un revenu de Fr. 117 600.–.**

**Contribuable célibataire, veuf, séparé ou divorcé avec enfant(s) à charge avec le(s)quel(s) il ne tient pas un ménage indépendant seul**

Sont notamment concernés :

- le contribuable séparé ou divorcé qui verse une contribution d'entretien non déductible à son enfant majeur en apprentissage ou aux études, pour autant qu'il assure ainsi son entretien prépondérant \* ;
- le contribuable qui bénéficie d'une part de 0,5 sous code 810 pour l'enfant, lorsque des parents non mariés vivent en concubinage et n'exercent pas conjointement l'autorité parentale sur leur enfant.

\* En cas d'entretien comparable par les deux parents, un partage par moitié de la part de 0,5 est réservé.

Lorsque **le revenu imposable n'excède pas** les sommes mentionnées ci-dessous, le revenu déterminant pour le taux correspond au résultat de la division du revenu imposable par le total des parts résultant de la situation de famille :

Avec	Revenu imposable inférieur ou égal à fr.		Total des parts résultant de la situation de famille
1 enfant	200 900	$1,0 + 0,5 =$	1,5
2 enfants	223 200	$1,0 + 1,0 =$	2,0
3 enfants	245 500	$1,0 + 1,5 =$	2,5

• **Exemple**

Contribuable divorcé versant une contribution d'entretien à ses deux enfants majeurs aux études, pour autant qu'il assure ainsi leur entretien prépondérant, revenu imposable de Fr. 195 000.–.

**Calcul du revenu déterminant pour le taux**

Fr. 195 000.– divisés par 2,0 = Fr. 97 500.–.

L'imposition sera effectuée sur un revenu de: **Fr. 195 000.– au taux qui s'applique à un revenu de Fr. 97 500.–.**

Lorsque **le revenu imposable est supérieur** à ceux mentionnés dans le tableau ci-dessous, le revenu déterminant pour le taux correspond au résultat de la division du revenu imposable par la part de 1,0, duquel il convient encore de déduire un montant pour enfant(s) à charge :

Avec	Revenu imposable supérieur à fr.		Montant maximum déductible en fr.
1 enfant	200 900		66 967
2 enfants	223 200		111 600
3 enfants	245 500		147 300

• **Exemple**

Contribuable divorcé versant une contribution d'entretien à ses deux enfants majeurs aux études, pour autant qu'il assure ainsi leur entretien prépondérant, revenu imposable de Fr. 240 000.–.

**Calcul du revenu déterminant pour le taux**

Fr. 240 000.– divisés par 1,0 =	Fr. 240 000.–
Montant maximum déductible selon tableau	Fr. <u>– 111 600.–</u>
Revenu déterminant pour le taux	Fr. 128 400.– arrondis à
	Fr. 128 400.–

L'imposition sera effectuée sur un revenu de: **Fr. 240 000.– au taux qui s'applique à un revenu de Fr. 128 400.–.**

## Page 4 de la déclaration

Le contribuable concerné par une ou plusieurs rubriques de cette page la ou les complétera.

**Les déclarations d'impôt remplies manuellement ou au moyen d'un logiciel et retournées par la Poste seront signées personnellement par le contribuable, respectivement par chacun des deux époux / partenaires enregistrés qui vivent en ménage commun. L'époux / partenaire enregistré qui aurait omis de le faire sera considéré-e comme étant représenté-e contractuellement par le signataire. Les déclarations d'impôt remplies au moyen d'un logiciel et déposées par voie électronique sont réputées signées en l'absence de toute demande de modification dans le délai de 30 jours qui suit la réception de l'avis récapitulatif (voir page 3).**

- **Prestations en capital / bénéfice de liquidation (chiffres 2 et 3, page 4 de la déclaration)**

Les critères de l'impôt fédéral direct sont applicables aux impôts cantonaux.

L'autorité fiscale fait la différence entre :

- **Prestations en capital imposées séparément (chiffre 2, page 4 de la déclaration)**

Sont comprises notamment dans cette catégorie, les prestations en capital à caractère de prévoyance, à savoir les prestations en capital de l'AVS / AI, de la prévoyance professionnelle (2<sup>e</sup> pilier) et des formes reconnues de la prévoyance individuelle liée (pilier 3a), les versements de capitaux analogues versés par l'employeur, de même que les sommes versées à la suite de décès, de dommages corporels permanents ou d'atteintes durables à la santé.

Si plusieurs prestations en capital sont perçues durant la même année civile, elles sont additionnées. Pour les époux qui vivent en ménage commun, les prestations en capital sont également additionnées ; le quotient familial des époux sans enfant (voir page 57) est applicable.

- **Bénéfice de liquidation (chiffre 2, page 4 de la déclaration)**

Lors de la cessation d'une activité commerciale, les réserves latentes sur la fortune commerciale sont réalisées. Ce bénéfice, appelé bénéfice de liquidation, constitue un revenu imposable.

Les réserves latentes réalisées durant les deux derniers exercices sont imposées séparément à un taux réduit, lorsque le contribuable est âgé de 55 ans révolus ou qu'il est incapable de poursuivre son activité pour cause d'invalidité. Par ailleurs, les rachats d'années d'assurance manquantes sont déductibles.

Si de tels rachats ne sont pas effectués, la part de réserves latentes correspondant au montant de la lacune fictive de prévoyance peut être imposée de la même manière qu'une prestation en capital provenant de la prévoyance. Le solde des réserves latentes est imposé séparément à un taux réduit.

- **Versements de capitaux remplaçant des prestations périodiques et autres prestations (chiffre 3, page 4 de la déclaration)**

Entrent par exemple dans cette catégorie, les salaires arriérés (Lidlohn), certains versements de capitaux effectués peu de temps avant la retraite en relation avec un rapport de travail ou certaines indemnités versées pour la cessation d'une activité ou pour la renonciation à l'exercice d'un droit, ainsi que les indemnités uniques pour l'octroi de droits de superficie et qui remplacent des prestations périodiques.

De telles prestations en capital sont imposées avec les autres revenus. Selon leur nature, les prestations seront imposées au taux d'une prestation périodique ou, le cas échéant, au taux plein.

## **Revenus exonérés et revenus imposés à la source dans le cadre de la loi fédérale sur le travail au noir (LTN) (chiffre 4, page 4 de la déclaration)**

Les revenus suivants ne sont pas imposables, mais doivent toutefois être annoncés en page 4 de la déclaration d'impôt :

- les prestations complémentaires AVS / AI et l'aide complémentaire à l'AVS et à l'AI versées par les cantons et les communes aux personnes nécessiteuses, ainsi que les allocations pour impotents AVS / AI / AA et les suppléments pour soins intenses versés aux mineurs impotents en vertu de la LAI (à ne pas confondre avec les rentes AI et les rentes accidents de la LAA qui sont imposables sous codes 240 et 270 de la déclaration) ;
- les dévolutions de fortune à la suite d'une succession, d'un legs, d'une donation ou de la liquidation du régime matrimonial ; celles-ci peuvent toutefois être soumises à l'impôt sur les successions et donations ;
- les prestations de l'assistance publique, y compris le revenu d'insertion (RI), de l'assistance privée et de l'assistance légale due aux parents (voir toutefois le code 280) ;
- les subsides de l'assurance invalidité fédérale pour les mesures médicales et professionnelles de réadaptation, pour les moyens auxiliaires, pour la formation scolaire spéciale et pour les séjours dans des établissements (les indemnités journalières versées par l'AI sont par contre imposables) ;
- la plupart des bourses d'études ;
- la solde du service militaire et l'indemnité de fonction pour service de protection civile ainsi que l'argent de poche des personnes astreintes au service civil. Toutefois, les rentes de l'assurance militaire qui ont commencé à courir ou sont devenues exigibles après le 1<sup>er</sup> janvier 1994 sont imposables. Il en va de même pour les prestations en capital de l'assurance militaire échues après le 1<sup>er</sup> janvier 1994 ;
- les gains réalisés aux jeux de hasard, dans les maisons de jeux (casinos) au sens de la loi fédérale du 18 décembre 1998 sur les maisons de jeux ;
- les versements à titre de réparation pour tort moral (y compris les indemnités pour atteinte à l'intégrité versées par l'assurance-accidents) ;
- les prestations en capital provenant d'assurances sur la vie à primes périodiques susceptibles de rachat.

En outre, les revenus imposés à la source sur la base de la loi fédérale concernant des mesures en matière de lutte contre le travail au noir (loi sur le travail au noir, LTN) doivent être annoncés sous cette rubrique. En effet, soumis à une procédure d'imposition simplifiée distincte, ils ne sont pas imposés comme revenus dans le cadre de votre déclaration d'impôt.

# Calcul de l'impôt cantonal et communal

## Barème indexé pour calculer l'impôt cantonal et communal sur le revenu des personnes physiques (art. 47, al. 1, LI)

Revenu imposable <sup>1</sup>	Impôt annuel	Par 100 fr. de revenu en plus	Revenu imposable <sup>1</sup>	Impôt annuel	Par 100 fr. de revenu en plus	Revenu Imposable <sup>1</sup>	Impôt annuel	Par 100 fr. de revenu en plus
fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
100	1.–	1.–	14 300	571.–	7.–	127 400	12 278.50	13.–
1 600	16.–	2.–	22 300	1 131.–	8.–	152 800	15 580.50	13.50
3 200	48.–	3.–	38 200	2 403.–	9.–	181 500	19 455.–	14.–
4 800	96.–	4.–	54 100	3 834.–	10.–	210 200	23 473.–	14.50
7 900	220.–	5.–	70 100	5 434.–	11.–	241 500	28 011.50	15.–
11 200	385.–	6.–	86 000	7 183.–	12.–	275 000	33 036.50	15.50
			101 900	9 091.–	12.50			

<sup>1</sup> Les fractions inférieures à Fr. 100.– sont abandonnées

## Barème indexé pour calculer l'impôt cantonal et communal sur la fortune des personnes physiques (art. 59, al. 1, LI)

Fortune imposable <sup>2</sup>	Impôt annuel	Par 1 000 fr. de fortune en plus	Fortune imposable <sup>2</sup>	Impôt annuel	Par 1 000 fr. de fortune en plus	Fortune imposable <sup>2</sup>	Impôt annuel	Par 1 000 fr. de fortune en plus
fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
56 000	30.20	0.97	112 000	101.05	1.69	335 000	600.55	3.15
89 000	62.20	1.69	167 000	194.00	2.42	670 000	1 655.80	3.39

<sup>2</sup> Les fractions inférieures à Fr. 1 000.– sont abandonnées

### Coefficients

L'impôt calculé selon les barèmes ci-dessus représente **l'impôt cantonal de base (100%)**.

Pour déterminer le montant d'impôt effectivement dû, il convient de multiplier l'impôt de base par les coefficients annuels cantonal (**154,5 % en 2017**) et communal (tableau des impôts communaux publiés sur notre site [www.vd.ch/impots](http://www.vd.ch/impots)).

Le contribuable est soumis à l'impôt communal dans la commune où il paie l'impôt cantonal. Lorsqu'il possède des immeubles ou s'il exerce une activité lucrative indépendante au moyen d'un établissement stable dans une autre commune que celle où il paie l'impôt cantonal, ces



éléments de revenu et de fortune ne sont imposables que dans la commune où ils se trouvent, au taux applicable à la totalité du revenu et de la fortune imposables.

Si, en cours d'année, le contribuable déplace son domicile, son siège ou son établissement stable d'une commune du canton dans une autre, la situation au 31 décembre s'applique pour l'assujettissement à l'impôt de l'année entière.

## Exemples de calcul de l'impôt de base pour une année

### • Exemple 1

Pour un contribuable célibataire (sans enfant à charge) sur un revenu imposable (code 800 de la déclaration) de Fr. 20 300.– :

Impôt de base pour Fr. 14 300.–	Fr.	571.–
Pour Fr. 6 000.– supplémentaires $60 \times 7.–$	Fr.	<u>420.–</u>
<b>Impôt cantonal de base (100%)</b>	Fr.	<u>991.–</u>
Impôt cantonal 154,5% $\frac{991 \times 154.5}{100}$	Fr.	1 531.10
Impôt communal (Lausanne 79%) $\frac{991 \times 79}{100}$	Fr.	<u>782.90</u>
Impôt cantonal et communal	Total	<u>2 314.–</u>

### • Exemple 2

Pour un couple avec deux enfants à charge (parts résultant de la situation de famille – code 810 de la déclaration : 2.8) sur un revenu imposable de Fr. 48 200.– (code 800 de la déclaration d'impôt) au taux de :

code 820 de la déclaration : $\frac{48\,200}{2.8}$	=	Fr.	17 200.–
Détermination du taux d'imposition : sur Fr. 14 300.–		Fr.	571.–
Pour Fr. 2 900.– supplémentaires $29 \times 7.–$		Fr.	<u>203.–</u>
Impôt de base (100%)		Fr.	774.–
En % de 17 200 : $\frac{774 \times 100}{17\,200} = 4,5\%$			
<b>Impôt cantonal de base (100%)</b>			
à payer sur un revenu de 48 200 : $\frac{48\,200 \times 4.5}{100}$		Fr.	<u>2 169.–</u>
Impôt cantonal 154.5% $\frac{2\,169 \times 154.5}{100}$		Fr.	3 351.10
Impôt communal (Lausanne 79%) $\frac{2\,169 \times 79}{100}$		Fr.	<u>1 713.50</u>
Impôt cantonal et communal	Total		<u>5 064.60</u>

# Impôt fédéral direct

Les contribuables n'ont pas l'obligation de remplir un formulaire particulier pour l'impôt fédéral direct. Toutefois, celui ou celle qui désire déterminer lui-même ses éléments soumis à cet impôt peut le faire au moyen du formulaire reproduit en page 69 des présentes instructions.

Vous trouverez ci-après, ordonnées selon les codes de votre déclaration d'impôt vaudoise, les différences de traitement entre l'impôt fédéral et l'impôt cantonal.

## Modifications par rapport à l'impôt cantonal

### Code 105

La solde des sapeurs-pompiers de milice est exonérée au maximum à hauteur de Fr. 5 000.– (impôt cantonal et communal au maximum Fr. 9 000.–).

Si l'exonération accordée pour l'impôt cantonal et communal excède Fr. 5 000.–, l'excédent doit être ajouté au revenu imposable à l'impôt fédéral direct.

Les frais pour activité salariée accessoire, calculés selon la *Notice relative à l'imposition de la solde des sapeurs-pompiers de milice*, doivent également être adaptés en conséquence.

### Code 140

Pour l'impôt fédéral direct, la déduction des frais de déplacement des salariés entre le domicile et le lieu de travail est limitée, dès la période fiscale 2016, à Fr. 3 000.– (code 140).

Par contre, en matière d'impôt cantonal et communal, le canton de Vaud n'a pas plafonné cette déduction.

Si la déduction accordée pour l'impôt cantonal et communal excède Fr. 3 000.– par contribuable salarié, l'excédent doit être ajouté au revenu imposable à l'impôt fédéral direct.

### Code 235

Les conjoints exerçant tous deux une activité lucrative peuvent faire valoir une déduction annuelle de 50% du produit du travail le plus bas, diminué des frais d'acquisition et des cotisations à la prévoyance, mais au minimum Fr. 8 100.– et au maximum Fr. 13 400.–. Cette déduction ne peut toutefois excéder le produit du travail le plus bas, diminué des frais d'acquisition et des cotisations à la prévoyance.

La même déduction est accordée lorsque l'un des conjoints seconde l'autre, régulièrement et dans une mesure importante, dans sa profession ou dans son entreprise. Cependant, la déduction ne peut être accordée qu'une seule fois et elle ne doit pas diminuer d'autres revenus que celui d'une activité lucrative. La différence entre la déduction fédérale et la déduction cantonale est déduite.

### Code 240

Les prestations AI rétroactives perçues durant l'année sont imposables, à l'impôt fédéral direct, en intégralité en tant que revenu ordinaire. Toutefois, afin de déterminer le taux d'imposition applicable, ces prestations seront converties en revenu annuel.

**Code 250**

Sur les rentes et pensions provenant de la prévoyance professionnelle (2<sup>e</sup> pilier) qui commençaient à courir ou devenaient exigibles avant le 1<sup>er</sup> janvier 1987 ou qui reposaient sur un rapport de prévoyance existant déjà au 31 décembre 1986 et commençaient à courir ou devenaient exigibles avant le 1<sup>er</sup> janvier 2002, l'impôt fédéral direct accorde une réduction de :

- 20 % si le contribuable a acquis ce droit en partie seulement par ses propres cotisations, mais que ces dernières forment au moins 20 % des cotisations versées (2<sup>e</sup> pilier seulement) ;
- 0 % dans les autres cas.

**Codes 300 et 480**

Les primes d'assurances qui se rapportent aux contribuables (assurances-vie, accidents, maladie, mais à l'exclusion des cotisations à l'AVS déjà déduites sous codes 100, 105, 180, 185, 190 et 640), ainsi que les intérêts de capitaux d'épargne, peuvent être déduits du revenu soumis à l'impôt fédéral direct à concurrence d'un montant maximal de Fr. 3 500.– pour les contribuables mariés. La déduction maximale est de Fr. 1 700.– pour les contribuables célibataires, veufs, séparés ou divorcés. Ces montants sont augmentés de moitié pour les contribuables qui n'ont pas versé durant l'année de cotisations à la prévoyance professionnelle ou à la prévoyance individuelle liée.

Ces montants sont également augmentés de Fr. 700.– par enfant ou personne nécessiteuse pour lesquels le contribuable fait valoir une déduction sociale.

Les intérêts de capitaux d'épargne dont la déduction spécifique est autorisée pour l'impôt cantonal et communal ne sont pas déductibles distinctement à l'impôt fédéral direct mais inclus dans le forfait précité (code 300).

**Code 410**

Les dividendes, les parts de bénéfice, les excédents de liquidation et les avantages appréciables en argent provenant de participations qualifiées (détention de 10 % au moins du capital-actions ou du capital social de la société) ne sont que partiellement imposables, soit à hauteur de :

- 50 % lorsque ces droits de participation sont détenus dans la **fortune commerciale** du contribuable, après déduction des charges imputables ;
- 60 % lorsque ces droits de participation sont détenus dans la **fortune privée** du contribuable.

L'impôt fédéral direct autorise ainsi une réduction de 10 % supérieure à celle admise dans le cadre de l'impôt cantonal et communal. Cette différence de 10 % doit donc être déduite.

**Code 500**

L'impôt fédéral direct n'autorise pas la réduction à 65 % de la valeur locative, mais à 90 % uniquement. La différence de 25 % doit donc être ajoutée.

Au surplus, se référer aux instructions concernant la détermination de la valeur locative figurant dans les *Instructions complémentaires concernant la propriété immobilière*.

**Code 540**

Selon le droit fédéral, la déduction forfaitaire au titre de frais d'entretien d'immeubles correspond au dixième du rendement brut des immeubles construits après le 31 décembre 2006.

**Code 670**

Selon le droit fédéral, la déduction pour frais de garde s'élève à Fr. 10 100.– au maximum pour la période fiscale 2017.

La différence entre la déduction fédérale et la déduction cantonale doit, le cas échéant, être déduite.

## Déductions sociales

Est déterminante la situation au 31 décembre 2017 (ou à la fin de l'assujettissement). Les déductions autorisées par le droit fédéral sont les suivantes :

- Fr. 2 600.– pour les époux vivant en ménage commun ;
- Fr. 6 500.– pour chaque enfant mineur ou en apprentissage ou aux études dont le contribuable a la charge ;
- Fr. 6 500.– pour chaque personne nécessiteuse à l'entretien de laquelle le contribuable pourvoit en totalité ou pour une part substantielle (au moins Fr. 6 500.– par an), à l'exception du conjoint et des enfants donnant droit à la déduction pour enfant.

Les personnes, domiciliées tant en Suisse qu'à l'étranger, qui ne sont que partiellement assujetties à l'impôt, ont droit aux déductions sociales proportionnellement au rapport existant entre le revenu imposable en Suisse et le revenu total.

## Barème parental

Les époux vivant en ménage commun ainsi que les contribuables célibataires, veufs, séparés ou divorcés qui vivent en ménage commun avec des enfants ou des personnes nécessiteuses dont ils assument pour l'essentiel l'entretien sont imposés selon le barème parental.

Ce barème se compose du barème ordinaire pour les personnes mariées et de la déduction, pour chaque enfant ou personne nécessiteuse, d'un montant maximal de Fr. 251.– sur le montant de l'impôt.

## Détermination du revenu imposable IFD 2017

Codes	Commentaires	2017
<b>650</b>	<b>Revenu net de la déclaration d'impôt vaudoise</b>	

## AUGMENTATION PAR RAPPORT À L'IMPÔT CANTONAL

105	Solde des sapeurs-pompiers de milice : différence entre l'exonération IFD et cantonale	+
140	Frais de transport du domicile au lieu de travail	+
240	Prestations rétroactives de l'AI : différence entre le montant total des prestations AI rétroactives et les prestations afférentes à l'année 2017	+
500	Valeur locative : différence entre la valeur IFD et la valeur cantonale	+
	Prestations en capital découlant d'un contrat d'assurances de rentes, part imposable : %	+
	Rendements des assurances de capitaux à prime unique susceptibles de rachat, souscrites avant le 1.1.1999 et indemnités équitables (art. 334 CCS)	

## Primes et cotisations d'assurances

300	Assurances de personnes	+
480	Intérêts de capitaux d'épargne	+
235	Déduction pour double activité des conjoints	+
540	Frais d'entretien d'immeubles : réduction de 50% des frais forfaitaires admis pour des immeubles de 10 ans et moins	+

## DIMINUTIONS PAR RAPPORT À L'IMPÔT CANTONAL

## Pensions, retraites et rentes

250	Réduction de 20% sur rentes à l'acquisition desquelles le contribuable a participé pour au moins 20% (2 <sup>e</sup> pilier seul)	–
250	Réduction de 40% sur rentes à l'acquisition desquelles le contribuable a participé seul	–

## Primes et cotisations d'assurances et intérêts de capitaux d'épargne

300 / 480	Si cotisations pour la prévoyance prof. ou OPP3 : couple : 3 500.– autres : 1 700.–	–
300 / 480	Dans les autres cas : couple : 5 250.– autres : 2 550.–	–
300 / 480	<b>Ces montants sont augmentés de Fr. 700.– par enfant ou personne nécessiteuse</b>	–
540	Frais d'entretien d'immeubles 1/5 (1/10) de la différence entre la valeur IFD et la valeur cantonale (code 500), sauf si les frais effectifs sont invoqués	–
235	Déduction spéciale sur l'un des revenus des conjoints (50% du produit du travail le plus bas, mais au minimum Fr. 8 100.– et au maximum Fr. 13 400.–)	–
710	Frais médicaux et liés à un handicap (montant à charge de l'annexe 05)	–

## Titres et frais de garde

410	Participations qualifiées : différence entre la valeur IFD et la valeur cantonale des rendements provenant de telles participations (commerciales : se référer au <i>Compte distinct</i> )	–
670	Frais de garde : différence entre la déduction IFD et la déduction cantonale	–

## REVENU NET INTERMÉDIAIRE I

720	Dons à des œuvres d'utilité publique, maximum 20% du revenu net intermédiaire I	–
-----	---------------------------------------------------------------------------------	---

## REVENU NET INTERMÉDIAIRE II

	Franchise pour frais médicaux (revenu net intermédiaire II x 5/95) (au maximum le montant des frais médicaux et liés à un handicap déduits)	+
--	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---

## REVENU NET POUR L'IMPÔT FÉDÉRAL DIRECT

	Déductions sociales : Fr. 2 600.– pour les époux vivant en ménage commun	–
	Déductions sociales : Fr. 6 500.– pour chaque enfant et chaque personne nécessiteuse dont le contribuable a la charge	–

## REVENU IMPOSABLE

## Tableau auxiliaire sommaire pour le calcul de l'IFD 2017

## Impôt sur le revenu ordinaire

	Alleinstehende Contribuables vivant seuls Contribuenti che vivono soli		Verheiratete und Einelternfamilien Mariés et familles monoparentales Coniugati e famiglie monoparentali			Alleinstehende Contribuables vivant seuls Contribuenti che vivono soli		Verheiratete und Einelternfamilien Mariés et familles monoparentales Coniugati e famiglie monoparentali	
Steuerbares Einkommen <sup>1</sup>	Steuer für 1 Jahr <sup>2</sup>	Für je weitere CHF 100 Einkommen	Steuer für 1 Jahr <sup>2</sup>	Für je weitere CHF 100 Einkommen	Steuerbares Einkommen <sup>1</sup>	Steuer für 1 Jahr <sup>2</sup>	Für je weitere CHF 100 Einkommen	Steuer für 1 Jahr <sup>2</sup>	Für je weitere CHF 100 Einkommen
Revenu imposable <sup>1</sup>	Impôt pour 1 année <sup>2</sup>	Par CHF 100 de revenu en plus	Impôt pour 1 année <sup>2</sup>	Par CHF 100 de revenu en plus	Revenu imposable <sup>1</sup>	Impôt pour 1 année <sup>2</sup>	Par CHF 100 de revenu en plus	Impôt pour 1 année <sup>2</sup>	Par CHF 100 de revenu en plus
Reddito imponibile <sup>1</sup>	Imposta per 1 anno <sup>2</sup>	Per CHF 100 di reddito in più	Imposta per 1 anno <sup>2</sup>	Per CHF 100 di reddito in più	Reddito imponibile <sup>1</sup>	Imposta per 1 anno <sup>2</sup>	Per CHF 100 di reddito in più	Imposta per 1 anno <sup>2</sup>	Per CHF 100 di reddito in più
Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
17'800	25.41	0.77			78'200	1'435.20	6.60	999.00	4.00
18'000	26.95				79'000	1'488.00		1'031.00	
19'000	34.65				80'000	1'554.00		1'071.00	
20'000	42.35				90'300	2'233.80		1'483.00	
21'000	50.05				90'400	2'240.40		1'488.00	
22'000	57.75				92'500	2'379.00		1'593.00	5.00
23'000	65.45				95'000	2'544.00		1'718.00	
24'000	73.15				103'400	3'098.40		2'138.00	
25'000	80.85				103'500	3'105.00		2'144.00	
26'000	88.55				103'600	3'111.60		2'150.00	
27'000	96.25	0.88			103'700	3'120.40	8.80	2'156.00	
28'000	103.95				104'000	3'146.80		2'174.00	6.00
28'200	105.49				105'000	3'234.80		2'234.00	
29'000	111.65				114'700	4'088.40		2'816.00	
30'800	125.51		25.00		114'800	4'097.20		2'823.00	
31'000	127.05		27.00		117'500	4'334.80		3'012.00	7.00
31'600	131.65		33.00		120'000	4'554.80		3'187.00	
31'700	132.53		34.00		124'200	4'924.40		3'481.00	
32'000	135.17		37.00		124'300	4'933.20		3'489.00	
33'000	143.97		47.00		125'000	4'994.80		3'545.00	8.00
34'000	152.77		57.00		131'700	5'584.40		4'081.00	
35'000	161.57		67.00		131'800	5'593.20		4'090.00	
36'000	170.37		77.00		134'600	5'839.60		4'342.00	
37'000	179.17		87.00		134'700	5'850.60		4'351.00	9.00
38'000	187.97	0.88	97.00		137'300	6'136.60		4'585.00	
39'000	196.77		107.00		137'400	6'147.60		4'595.00	
40'000	205.57		117.00		141'200	6'565.60		4'975.00	
41'400	217.90		131.00	1.00	141'300	6'576.60		4'986.00	
41'500	220.54		132.00		143'100	6'774.60		5'184.00	11.00
42'000	233.74		137.00		143'200	6'785.60		5'196.00	
43'000	260.14		147.00		143'500	6'818.60		5'232.00	
44'000	286.54		157.00		145'000	6'983.60		5'412.00	
45'000	312.94		167.00		145'100	6'994.60		5'425.00	
46'000	339.34		177.00		150'000	7'533.60		6'062.00	12.00
47'000	365.74	2.64	187.00		160'000	8'633.60		7'362.00	
48'000	392.14		197.00		170'000	9'733.60		8'662.00	
49'000	418.54		207.00		176'000	10'393.60		9'445.00	
50'000	444.94		217.00		176'100	10'406.80		9'455.00	
50'900	468.70		226.00		180'000	10'921.60		9'962.00	
51'000	471.34		228.00		190'000	12'241.60		11'262.00	
53'000	524.14		268.00		200'000	13'561.60		12'562.00	
54'000	550.54		288.00		250'000	20'161.60		19'062.00	13.00
54'500	563.74		298.00		300'000	26'761.60		25'562.00	
55'200	582.20		312.00	2.00	350'000	33'361.60		32'062.00	
55'300	585.17		314.00		400'000	39'961.60		38'562.00	
56'000	605.96		328.00		500'000	53'161.60		51'562.00	
57'000	635.66		348.00		600'000	66'361.60		64'562.00	
58'400	677.24		376.00		700'000	79'561.60		77'562.00	
58'500	680.21	2.97	379.00		755'200	86'848.00		84'738.00	
60'000	724.76		424.00		755'300	86'859.50		84'751.00	
65'000	873.26		574.00		800'000	92'000.00		90'562.00	
70'000	1'021.76		724.00		850'000	97'750.00		97'062.00	
72'500	1'096.00		799.00	3.00	895'800	103'017.00		103'016.00	
72'600	1'101.94		802.00		895'900	103'028.50		103'028.50	11.50
73'000	1'125.70		814.00						
75'300	1'262.32	5.94	883.00						
75'400	1'268.26		887.00	4.00					
78'100	1'428.60		995.00						

Für höhere steuerbare Einkünfte beträgt die Jahressteuer einheitlich 11.5 %.  
L'impôt annuel frappant les revenus imposables plus élevés se monte à 11.5 %.  
L'imposta annua sui redditi imponibili superiori ammonta all'11.5 %.

1 Restbeträge von weniger als CHF 100 fallen ausser Betracht.  
2 Die Jahressteuer wird gegebenenfalls auf die nächsten 5 Rp. abgerundet.

1 Les fractions inférieures à CHF 100 sont abandonnées.  
2 Le cas échéant, l'impôt annuel est ramené aux 5 ct. inférieures.

1 Le frazioni inferiori a CHF 100 non sono computate.  
2 Se del caso, l'imposta annua è arrotondata ai 5 ct. inferiori.

# Perception

## Impôt cantonal et communal

Les Offices d'impôt de district (OID) sont chargés de la perception des impôts cantonaux ainsi que des impôts communaux pour les communes qui ont confié ce mandat à l'Etat.

L'impôt sur le revenu et la fortune fait l'objet d'une perception échelonnée durant la période fiscale annuelle (acomptes).

La décision de taxation, ainsi que le décompte final qui en découle, sont adressés aux contribuables, en principe tout au long de l'année qui suit la période fiscale, au fur et à mesure de la taxation. Le solde en faveur de l'Etat est payable à trente jours. Le solde en faveur du contribuable est, en principe, imputé sur les acomptes non soldés, sous réserve d'une compensation avec une créance fiscale échue.

## Acomptes 2017 – Paiement volontaire (BVR +)

Les acomptes 2017 sont maintenant déjà échus.

Si, en remplissant votre déclaration d'impôt 2017, vous constatez que l'impôt réellement dû est sensiblement plus élevé que les acomptes facturés, vous pouvez effectuer, d'ici au 31 mars 2018, un paiement volontaire au moyen du bulletin de versement vierge (BVR+) que vous avez reçu avec le formulaire de votre déclaration d'impôt et un relevé de compte. Ceci vous permettra d'éviter ou de réduire la facturation d'intérêts compensatoires lors du décompte final.

Pour vous aider à calculer votre impôt 2017, vous pouvez utiliser le logiciel gratuit VaudTax ou la calculette à votre disposition sur notre site [www.vd.ch/impots](http://www.vd.ch/impots). Vous pouvez également, muni de votre numéro de contribuable et de vos revenu et fortune imposables (code 800) déterminés en remplissant votre déclaration d'impôt, contacter le Centre d'appels téléphoniques (021 316 00 00) qui pourra alors calculer une estimation de votre impôt 2017.

Dans le cas où l'impôt ainsi estimé devait s'avérer plus élevé que les acomptes facturés en raison d'un changement de situation durable (prise d'activité, augmentation salariale, etc.), nous vous invitons à solliciter une modification de vos acomptes 2018 (voir page 3 « Nouveautés »).

## Décompte final 2017

L'impôt 2017 est basé sur les revenus obtenus durant l'année 2017. Ce n'est qu'une fois la taxation effectuée, en principe au cours de l'année 2018, voire début 2019, que l'autorité fiscale pourra établir le décompte du solde de l'impôt 2017.

L'éventuel solde en faveur de l'Etat est alors payable à 30 jours.

## e-facture

La prestation e-facture vous permet de recevoir vos acomptes, décisions de taxation et décomptes de l'Administration cantonale des impôts directement sur votre e-banking/

e-finance en lieu et place du papier. Vous avez ainsi la possibilité de valider directement les paiements sans avoir à saisir les références des bulletins de versement. Pour vous inscrire, connectez-vous à votre e-banking/e-finance et recherchez « Etat de Vaud – Impôts » dans la liste des prestataires e-facture. Vous trouvez les informations nécessaires sur [www.vd.ch/impots](http://www.vd.ch/impots).

### **Coordonnées bancaires en cas de remboursement**

Il vous appartient de nous communiquer, dans le cadre de l'établissement de votre déclaration d'impôt et dans la perspective du remboursement d'un éventuel solde d'impôt en votre faveur, le numéro d'identification bancaire (IBAN) du compte sur lequel vous désirez être remboursé, ainsi que le(s) nom(s) et prénom(s) du(des) titulaire(s) de ce compte. Vous le trouverez sur vos relevés bancaires / postaux, en règle générale en haut de ces documents, accolé à votre numéro de compte.

Si vous n'avez pas transmis vos coordonnées financières et qu'un solde d'impôt vous est dû, l'autorité fiscale vous enverra un formulaire afin de les obtenir. Si vous n'y répondez pas, l'autorité fiscale vous remboursera, après un rappel, en utilisant l'un des numéros de compte figurant dans votre état des titres.



# Table des matières

<b>Utilisation de vos impôts</b>	2
<b>Nouveautés</b>	3
<b>Dépôt des pièces justificatives en ligne</b>	3
<b>e-PJ : demande de pièces justificatives par l'autorité fiscale</b>	3
<b>e-ACO : demande de modification des acomptes en ligne</b>	3
<b>Avis récapitulatif</b>	3
<b>Bulletins de versement</b>	4
<b>e-facture</b>	4
<b>Emolument sommation</b>	4
<b>Coordonnées bancaires en cas de remboursement</b>	4
<b>Informations générales sur la taxation</b>	5
L'imposition annuelle dans le canton de Vaud	5
Pourquoi êtes-vous astreint au paiement de l'impôt	5
Nouveau contribuable (dès le 1 <sup>er</sup> janvier 2017)	5
Nouveau contribuable (dès le 1 <sup>er</sup> janvier 2018)	5
Assujettissement limité	6
Situation personnelle, professionnelle et familiale	6
Epoux vivant en ménage commun	6
Partenariat enregistré	6
Famille monoparentale	6

Enfant mineur .....	6
Enfant mineur (né entre 2000 et 2017) et enfant majeur en apprentissage ou aux études à la charge du contribuable – <i>Annexe 03</i> ....	7
Autre personne incapable de subvenir seule à ses besoins, à la charge du contribuable – <i>Annexe 03</i> .....	7
<b>Famille</b> .....	7
Prestations complémentaires pour familles et prestations de la rente-pont	7
Frais de garde au niveau cantonal .....	8
Déduction pour famille .....	8
Impôt fédéral direct .....	8
Participations qualifiées .....	8
Passage de l'imposition à la source à la taxation ordinaire .....	8
Informations générales en cas de changement de situation du contribuable	9
Changement d'état civil .....	9
Déplacement de domicile au cours de l'année 2017 .....	9
En cas de départ dans un autre canton .....	9
En cas de départ définitif en 2017 pour l'étranger .....	10
En cas d'arrivée dans le canton de Vaud en 2017 .....	10
Exemple d'un assujettissement inférieur à une année .....	10
Explications .....	11
<b>Passage de l'imposition à la source à la taxation ordinaire</b> .....	11
Obtention du permis C .....	11
Salaire supérieur à Fr. 120 000.– .....	11
<b>Avant de remplir votre déclaration d'impôt</b> .....	12
<b>Comment compléter et envoyer sa déclaration d'impôt</b> ....	13
<b>Déclaration d'impôt électronique</b> .....	13
<b>Code de contrôle</b> .....	15

<b>Déclaration d'impôt électronique et pièces justificatives ...</b>	15
<b>Préimpression de vos données personnelles – Enfants mineurs et <i>Annexe 03, Situation de famille (recto)</i> .....</b>	15
<b>Déclaration d'impôt manuscrite .....</b>	15
<b><i>Annexe 03, relevé des certificats de salaire (verso)</i> .....</b>	17
<b>Propriété immobilière .....</b>	17
<b>Le dépôt de votre déclaration d'impôt .....</b>	17
<b>Délai pour le dépôt de la déclaration: 15 mars 2018 .....</b>	17
<b>Conséquences en cas de non-dépôt .....</b>	17
<b>Il vous manque des informations? .....</b>	18
<b>Déclaration d'impôt et Annexes .....</b>	19
<b>Impôt cantonal et communal .....</b>	19
<b>Revenus de l'activité dépendante – Codes 100 à 120 .....</b>	19
<b>Activité salariée .....</b>	19
<i>Activité salariée principale</i> ..... Code 100	19
<i>Activité salariée accessoire</i> ..... Code 105	19
<i>Allocations non versées par l'employeur (allocations familiales, allocations de naissance, etc.)</i> ..... Code 110	20
<i>Administrateurs de personnes morales</i> ..... Code 120	20
<b>Frais d'acquisition du revenu – Codes 140 à 165 .....</b>	20
<b>Généralités .....</b>	20
<i>Frais de transport du domicile au lieu de travail</i> ..... Code 140	21
<i>Usage nécessaire d'autres moyens de transport</i> ..... Code 140	22
<i>Autre moyen de transport utilisé</i> .....	23

<i>Frais de travail par équipe, de repas ou frais de résidence hors du domicile</i> ..	Code 150	23
<i>Autres frais professionnels</i> .....	Code 160	24
<i>Frais pour activité salariée accessoire</i> .....	Code 165	25
<b>Revenu d'une activité indépendante – Codes 180 à 190</b> .....		25
<i>Résultat de l'activité indépendante</i> .....	Codes 180 et 185	25
<i>Perte commerciale non compensée</i>		
<i>Perte sur participations qualifiées commerciales</i> .....	Code 186	26
<i>Sociétés en nom collectif ou en commandite</i> .....	Code 190	26
<i>Cotisations AVS des indépendants</i> .....		26
<i>Autres revenus de toute nature</i> .....	Code 195	26
<b>Indemnités pour perte de gain – Codes 200 à 220</b> .....		27
<i>Assurance-chômage, service militaire (AC + APG)</i> .....	Code 200	27
<i>Indemnités journalières</i> .....	Codes 210 et 220	27
<i>Déduction pour double activité des conjoints</i> .....	Code 235	27
<b>Rentes et pensions – Codes 240 à 280</b> .....		28
<i>1<sup>er</sup> pilier: rentes AVS/AI et assurances militaires</i> .....	Code 240	28
<i>Imposition d'une prestation AI rétroactive</i> .....		28
<i>Imposition d'une rente AI pour enfant</i> .....		28
<i>Imposition d'une rente d'orphelin versée au détenteur de l'autorité parentale</i> .....		29
<i>2<sup>e</sup> pilier: rentes provenant d'institutions de prévoyance professionnelle</i> .....	Code 250	29
<i>3<sup>e</sup> pilier A: rentes provenant de formes reconnues de la prévoyance individuelle liée</i> .....	Code 260	29
<i>3<sup>e</sup> pilier B: autres rentes et pensions</i> .....	Code 270	29
<i>Pension alimentaire obtenue par le contribuable et /ou pour les enfants mineurs</i> .....	Code 280	30
<b>Primes et cotisations d'assurances – Codes 300 à 340</b> .....		30
<i>Assurances-maladie et accidents, assurances sur la vie</i> .....	Code 300	30

<i>Prévoyance individuelle liée OPP3 (3<sup>e</sup> pilier A)</i> .....	Code 310	31
<i>Rachats d'années d'assurance (2<sup>e</sup> pilier, caisse de pension)</i> .....	Code 320	32
<i>Cotisations des indépendants</i> .....	Code 330	32
<i>Autres cotisations</i> .....	Code 340	32
<i>Report du revenu du contribuable 2</i> .....	Code 399	32
<b>Etat des titres – Annexes 01 et 01-1</b> .....		33
Généralités .....		33
<i>Revenu et fortune de titres et autres placements de capitaux</i> .....	Code 410	33
<i>Annexe 01 « Etat des titres et autres placements de capitaux »</i> .....		33
<i>Indications sur la manière de remplir l'Annexe 01</i> .....		33
<i>Participations qualifiées</i> .....	Code 410	36
<i>Annexe 01-1 « Etat des titres – Participations qualifiées » (à demander au CAT)</i> .....		36
<i>Indications sur la manière de remplir le « Compte distinct »</i> .....		37
<i>Indications sur la manière de remplir l'Annexe 01-1</i> .....		39
<b>Compte distinct</b> .....		41
<b>Remboursement de l'impôt anticipé</b> .....		42
<b>Autres éléments de fortune – Codes 420 à 495</b> .....		44
<i>Numéraire, billets de banque, or, autres métaux précieux</i> .....	Code 420	44
<i>Successions non partagées</i> .....	Code 425	44
<i>Autos, motos, chevaux de selle, collections, bijoux, etc.</i> .....	Code 430	44
<i>Assurances sur la vie et assurances de rentes</i> .....	Code 435	44
<i>Objets mobiliers</i> .....	Code 440	45
<i>Autre fortune et revenus de fortune</i> .....	Code 445	45
<i>Animaux et matériel (pour les exploitants du sol)</i> .....	Code 450	45
<i>Fortune placée dans des sociétés de personnes</i> .....	Code 460	45

<i>Autres actifs d'exploitation sauf immeubles et placements commerciaux . . .</i>	Code 465	45
<i>Déduction des intérêts de capitaux d'épargne . . . . .</i>	Code 480	45
<i>Frais d'administration de titres . . . . .</i>	Code 490	46
<i>Mises dans les loteries . . . . .</i>	Code 495	46
<i>Droit d'habitation gratuit, sous-location, etc. . . . .</i>	Code 530	47
<i>Dettes et intérêts passifs, rendements négatifs de placements de capitaux . . . . .</i>	Codes 610 et 615	47
<b>Déductions spéciales sur le revenu – Codes 618 à 720 . . . . .</b>		48
<i>Frais de formation, de perfectionnement et de reconversion . . . . .</i>	Code 618	48
<i>Rentes et charges durables et versements à des partis politiques . . . . .</i>	Code 620	48
<i>Rentes et charges durables . . . . .</i>		48
<i>Versements en faveur de partis politiques . . . . .</i>		49
<i>Pension alimentaire . . . . .</i>	Code 630	49
<i>Cotisations AVS/AI/APG/AC versées par des personnes sans activité lucrative . . . . .</i>	Code 640	49
<i>Déduction sociale pour le logement . . . . .</i>	Code 660	49
<i>Déduction pour frais de garde . . . . .</i>	Code 670	50
<i>Déduction pour personne à charge . . . . .</i>	Code 680	50
<i>Déduction pour contribuable modeste . . . . .</i>	Code 695	51
<i>Frais médicaux et dentaires – Frais liés à un handicap . . . . .</i>	Code 710	53
<i>Dons à des institutions d'utilité publique . . . . .</i>	Code 720	54
<i>Déduction pour famille . . . . .</i>	Code 725	55
<i>Revenu et fortune imposables à l'impôt cantonal et communal . . . . .</i>	Code 800	57
<i>Parts résultant de la situation de famille . . . . .</i>	Codes 810 et 820	57
<i>Revenu déterminant pour le taux (quotient familial) . . . . .</i>	Code 820	58
<b>Page 4 de la déclaration . . . . .</b>		62
<b>Revenus exonérés et revenus imposés à la source dans le cadre de la loi fédérale sur le travail au noir (LTN) . . . . .</b>		63

<b>Calcul de l'impôt cantonal et communal</b> .....	64
Barème indexé pour calculer l'impôt cantonal et communal sur le revenu des personnes physiques (art. 47, al. 1, LI) .....	64
Barème indexé pour calculer l'impôt cantonal et communal sur la fortune des personnes physiques (art. 59, al. 1, LI) .....	64
Coefficients .....	64
Exemples de calcul de l'impôt de base pour une année .....	65
<b>Impôt fédéral direct</b> .....	66
Modifications par rapport à l'impôt cantonal ..... Code 105	66
Déductions sociales .....	68
Barème parental .....	68
Détermination du revenu imposable IFD 2017 .....	69
Tableau auxiliaire sommaire pour le calcul de l'IFD 2017 .....	70
<b>Perception</b> .....	71
Impôt cantonal et communal .....	71
Acomptes 2017 – Paiement volontaire (BVR+) .....	71
Décompte final 2017 .....	71
e-facture .....	71
Coordonnées bancaires en cas de remboursement .....	72
<b>Offices d'impôt du canton de Vaud</b> .....	80

Office d'impôt du (des) district (s)	Bureau de	Adresse	NPA / Localité	Téléphone
d'Aigle		Rue de la Gare 27	1860 Aigle	024 557 70 70
du Gros-de-Vaud		Pl. Emile Gardaz 5	1040 Echallens	021 316 96 66
de Lausanne et Ouest lausannois		Rue Caroline 11bis	1002 Lausanne	021 316 23 11
du Jura – Nord vaudois	La Vallée	Grand-Rue 36B	1347 Le Sentier	021 557 83 40
de Morges		Av. de la Gottaz 32	1110 Morges 2	021 557 93 00
de Nyon		Av. Reverdil 4-6	1260 Nyon 1	022 557 50 00
de la Broye – Vully		Rue du Temple 6	1530 Payerne	026 557 37 00
de la Riviera – Pays-d'Enhaut	Pays-d'Enhaut	Grand-Rue	1660 Château-d'Œx	026 557 30 00
de la Riviera – Pays-d'Enhaut et Lavaux – Oron		Rue du Simplon 22	1800 Vevey 1	021 557 10 00
du Jura – Nord vaudois		Rue des Moulins 10	1401 Yverdon-les-Bains	024 557 75 00
des personnes morales		Rue du Nord 1	1400 Yverdon-les-Bains	024 557 68 00
Administration cantonale des impôts		Route de Berne 46	1014 Lausanne	021 316 00 00

Site internet de l'Administration cantonale des impôts : [www.vd.ch/impots](http://www.vd.ch/impots)

Site internet de l'Administration fédérale des contributions : [www.estv.admin.ch](http://www.estv.admin.ch)